

LA CLASSE OUVRIÈRE ET LE SYNDICALISME EN FRANCE DE 1789 À 1965

par **Georges VIDALENC (1885-1967)**

Ancien Directeur du *Centre d'éducation ouvrière (C.E.O.)*
de la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.)*

édité en 1969
par la *Confédération générale du Travail - Force ouvrière (C.G.T.-F.O.)*
avec le timbre de la *Fédération du Livre C.G.T.-F.O.*

Chapitre 7^{ème}:

1940-1960 LA PENSÉE OUVRIÈRE FACE AUX TEMPS NOUVEAUX

Dans l'atmosphère à la fois trépidante et inquiète des dernières années de la Troisième République, alors que les menaces de guerre se précisent et que les idéologies politiques s'affrontent avec une particulière violence, il est malaisé de dégager les traits essentiels d'une psychologie qui serait purement ouvrière, d'hommes et de femmes ne se préoccupant que des problèmes du monde du travail. Les salariés de tout rang n'ont pas échappé aux craintes et aux enthousiasmes, aux inquiétudes et aux espérances, qui sont celles de tous les hommes de leur temps, de tous les citoyens de leur pays, et il leur est arrivé plus d'une fois de mettre en sommeil ou en veilleuse certaines de leurs revendications syndicales, de différer certaines actions, pour ne pas contrarier la tactique d'un groupe voisin et ami, ou par contre de s'associer étroitement à d'autres formations pour lancer un mouvement de protestation.

On l'avait vu nettement, en particulier, lors de la Grève générale et des manifestations populaires du 12 février 1934. Ce jour-là, les masses travailleuses étaient descendues dans la rue, non pour obtenir une quelconque augmentation de salaire, une réduction de leurs horaires de travail ou de meilleures conditions d'hygiène ou de sécurité, mais uniquement pour faire échec à la montée inquiétante du fascisme en France, pour s'opposer à la turbulence de ligues encouragées par de puissantes complicités administratives et financières, pour faire front devant l'assaut livré aux libertés démocratiques, surtout pour préserver leur entière liberté d'action syndicale. Et durant les années qui vont suivre, on retrouvera constamment les mêmes préoccupations, car la situation reste tendue, les ligues n'ont pas désarmé et les mouvements sociaux seront rarement exempts d'arrière-pensées politiques. Officiellement, la *Charte d'Amiens* représente toujours la doctrine de la C. G. T. réunifiée, mais elle est souvent oubliée ou débordée, en ce sens que le monde du travail, tout en refusant son adhésion en bloc et sans réserve à tel ou tel parti, reconnaissait la nécessité d'un certain climat démocratique et la valeur de certaines institutions pour la défense du droit syndical et la poursuite de son action personnelle, et qu'il entendait associer étroitement la défense de ces libertés à celle de ses intérêts de classe.

Cependant, il faut noter que le salarié de la base n'est nullement lié inconditionnellement aux équipes au pouvoir, même quand elles se parent d'étiquettes prometteuses. Si la guerre de 1914-18 l'a conduit à reconnaître «*le fait nation*» et le manque de consistance de certaines formules internationales, il est toujours mal satisfait de la place qui lui est faite dans le pays, comme des possibilités qui lui sont offertes dans un régime qui se prétend et peut-être se croit démocratique, mais dont les avantages sont trop souvent réservés, en fait, à une minorité, à ces «*deux cents familles*», à ces féodaux économiques, qui ont pris la place et adopté la mentalité des privilégiés de naissance de l'ancien régime et dont la domination est souvent rude et le comportement malveillant. Le travailleur sait qu'il appartient à l'entreprise, mais que l'entreprise ne lui appartient pas et il a l'impression d'y être brimé, exploité, méprisé, tout au moins de n'y être pas apprécié à sa juste valeur et payé à son juste prix. Il pense que le groupe industriel, la famille économique auxquels il collabore, l'accueillent seulement comme un instrument et non comme un être pensant. Dans les grandes usines dépersonnalisées, un ouvrier n'est qu'un rouage, dont on reconnaît certes l'utilité, mais qui n'a droit à aucune considération, dont on discute âprement la rémunération et auquel on marchandise les avantages. Aussi éprouve-t-il à l'égard des maîtres et dirigeants de l'économie capitaliste, des sentiments complexes dans lesquels la sympathie n'a que peu de part.

Cette position n'est pas une simple manifestation de mesquine envie et il n'y a ni bassesse, ni ridicule dans cette attitude des travailleurs. En présence des dures réalités économiques et sociales, les salariés ont pris conscience de leur valeur et de leur force trop souvent mal appréciées et mal employées. Ils demandent une plus équitable répartition des biens de ce monde à la production desquels ils collaborent activement, ils aspirent à des satisfactions et des jouissances qui ne sont pas uniquement matérielles et ils ne considèrent pas comme providentielle et définitive une organisation sociale qui les a trop longtemps maintenus dans une condition inférieure. Qu'on ne s'y trompe pas! nombre d'ouvriers et d'employés sont capables d'observation et de réflexion et la plupart des autres sentent obscurément l'injustice d'un destin qui les prive de toute espérance et les voue à une situation, que l'on honore certes en paroles, mais dont s'écartent en fait tous ceux qui en ont la possibilité. Il ne manque pas de textes édifiants ou pathétiques sur la grandeur, la noblesse, la sainteté du travail, mais les classes bourgeoises font tous leurs efforts pour se dispenser du travail manuel et pour en écarter leurs enfants; elles acceptent bien de tenir le porte-plume ou le tire-ligne, mais revêtir le bleu de travail ou manier l'outil constitue à leurs yeux une sorte de déchéance. Au reste, les manuels qui ont eux-mêmes peu de chances de s'en affranchir rêvent d'un meilleur destin pour leurs enfants.

Bon observateur des classes ouvrières, Maurice Halbwachs a bien montré les servitudes de leur destin, tout ce qu'il y a encore de douloureux dans la condition des travailleurs de la base, artisans nécessaires mais ignorés ou méprisés de l'activité économique. Essentiellement, le syndicat a été une réaction de défense, même s'il a été lent à s'organiser et à déterminer ses méthodes d'action:

«Les ouvriers les plus pauvres, les plus mal payés, ceux qui étaient soumis aux conditions de travail les plus dures, ou bien ont fait preuve d'une inertie ou d'une passivité quelquefois déconcertante, - comme dans les travaux à domicile ou l'industrie textile, - ou bien se sont révoltés mais d'une façon brutale, en brisant les machines, en détruisant tout, sans aboutir à aucun résultat durable et sont retournés à leur passivité.

C'est en somme dans les parties supérieures de la classe ouvrière que les organisations se sont d'abord formées et cela s'explique: pour constituer un syndicat il faut, non seulement se trouver à un niveau de vie relativement plus élevé et il faut avoir conscience de tout ce que comporte et entraîne ce niveau, de tout ce qu'il permet aussi, des possibilités qu'il offre» (521).

Dans ces luttes sociales, l'arme la plus efficace c'est la grève, dont Halbwachs dira:

«Malgré quelques objections que l'on adresse à ces mouvements tumultueux, première forme sous laquelle la classe ouvrière a été appelée à prendre conscience d'elle-même, il n'en est pas moins vrai que les grèves répondent à une nécessité dans l'organisation économique moderne... Certes, il y en a beaucoup qui échouent, mais il y en a cependant un grand nombre qui réussissent, d'où il résulte que le progrès dans la situation des travailleurs, qui s'est réalisé au 19^{ème} siècle de façon presque continue, ne s'obtient pas de façon automatique; il n'y a pas de relèvements de salaires, de changements dans la condition des travailleurs, qui n'aient nécessité les luttes, qui n'aient été obtenus par l'effort concerté de la classe ouvrière» (522).

Malgré ces progrès, dans la grande entreprise dépersonnalisée, le salarié reste considéré comme un

(521) M. Halbwachs, «*Les classes sociales*», Cours de la Sorbonne, 1943, p.145.

(522) M. Halbwachs, p.141.

élément de l'équipement industriel, un poste dans la comptabilité et non comme un être humain. Là encore nous pouvons avoir recours à Halbwachs:

«Bien que quelques patrons, quelques grandes sociétés aient prévu des secours, des indemnités, des retraites pour les travailleurs âgés, bien qu'ils se soient efforcés d'attacher à l'usine les ouvriers par l'institution de maisons ouvrières, ceux-ci n'ont pas attribué d'importance à ces œuvres, ou se sont défiés de ce qui était comme un retour au régime patriarcal d'autrefois, qui ne correspond plus aux conditions modernes. Ils savent qu'il n'est tenu aucun compte du temps qu'ils ont passé à l'usine ou dans la profession, que la même quantité de travail, qu'elle soit fournie par l'ouvrier âgé ou jeune, est payée suivant le même taux et qu'on remplace, sans regret et sans forme, un vieux travailleur par un nouveau. Non seulement le temps n'ajoute rien à leur valeur pour le patron, mais leur application et leur habileté ne leur procurent pas un traitement de faveur, une sorte d'avancement au choix. Que le salaire soit au temps ou aux pièces, l'essentiel est qu'une certaine quantité soit journalièrement livrée et que ces produits soient conformes à un tel type. S'ils sont en deçà, l'ouvrier est passible d'amendes et de réductions, s'ils sont au delà, s'ils sont plus achevés, faits avec plus de soin, l'ouvrier n'est ni mieux payé, ni félicité» (523).

En fait c'est tout le problème de la productivité et de la répartition des profits supplémentaires qu'elle peut apporter qui se posait; on n'en comprenait peut-être pas encore toute l'importance, mais déjà les salariés, et pas seulement les militants syndicaux, avaient pu constater à maintes reprises que les efforts supplémentaires qu'ils fournissaient ne leur apportaient que des avantages limités et temporaires, que de nouvelles normes de rendement et de nouveaux taux d'affûtage, ne tardaient pas à diminuer des salaires et des primes qu'ils auraient eu lieu de croire plus stables. Même les fameuses «boîtes à idées», l'encouragement aux suggestions d'amélioration technique n'avaient pas donné les résultats escomptés, parce que les récompenses étaient souvent trop chichement calculées et parce qu'elles pouvaient provoquer dans l'entreprise des conflits d'amour-propre et d'autorité, dont le travailleur de base était, en fin de compte la victime. Quant aux problèmes humains que posaient les rapports hiérarchie et exécutants dans l'usine ou le magasin, ils étaient trop fréquemment mal compris ou médiocrement résolus.

Évidemment, ce qui était possible au temps de l'artisanat, des petits ateliers, de la fabrication de pièces uniques sur commande individuelle ne l'était plus dans l'usine et la fabrication en grande série, mais les employeurs et dirigeants auraient dû prendre souci de la disparition de certains éléments intellectuels et affectifs et comprendre que l'ouvrier, dont le métier constitue la préoccupation essentielle et le centre d'intérêt quotidien, pouvait se sentir mal à l'aise et presque étranger dans la grande entreprise qui l'emploie et où il passe, ne l'oublions pas, huit heures sur vingt-quatre chaque jour. Il faut songer à ce que peut représenter d'amertume une condition dont on ne peut guère espérer sortir, celle d'ouvrier voué à des besognes de faible intérêt et sans perspective d'avenir.

Certes, de telles rancœurs n'apparaissent pas toujours en pleine lumière dans les conflits du travail ou dans la discussion des conventions collectives, mais elles n'en existent pas moins et dans les années 1930 elles ne sont pas étrangères au succès de la propagande communiste et à l'emprise du parti dans les milieux ouvriers. Évoquer devant les classes prolétariennes ou les travailleurs de la base, une société sans classes, des entreprises gérées par la collectivité elle-même, dans le seul souci de l'intérêt commun et sans recherche de profit personnel, des possibilités multiples d'accession aux postes de responsabilité, de direction technique et politique, un reclassement social fondé sur le seul mérite, il y a de quoi faire battre les cœurs, enflammer les esprits, fouetter les énergies, provoquer de grands élans et susciter des dévouements et des sacrifices. Sans doute, des voix discordantes se faisaient aussi entendre, qui déclaraient que ce n'était là qu'un idéal encore lointain ou même de simples discours de propagande, que dans la réalité le travailleur soviétique menait une existence difficile, non exempte de privations et de tracasseries, pour ne pas dire plus, et pour prétendre qu'aux anciennes classes disparues, s'était substituée une nouvelle classe de bureaucrates, techniciens ou permanents de l'appareil politique et policier, nantis de privilèges en tous genres, qui étaient en fait les vrais et seuls profiteurs du régime et dont le comportement ne manquait ni d'arbitraire, ni de dureté.

Mais surtout les menaces de guerre pesaient sur toute l'Europe et la France en était durement secouée, d'autant plus durement qu'elle n'avait plus, en face du péril possible, la relative unité de 1914 et que les positions des partis et des classes sociales s'opposaient âprement. Cette guerre menaçante, que beaucoup craignaient, mais que certains appelaient de tous leurs vœux, ne serait pas le simple choc de deux

impérialismes soucieux de gagner des territoires, de se procurer des matières premières ou de se réserver des marchés privilégiés, elle serait aussi, et même surtout, une guerre idéologique qui opposerait deux systèmes d'organisation politique, deux styles de vie, deux conceptions du monde et de ce que doit être une société humaine. Chacun des adversaires éventuels multipliait ses efforts de propagande pour gagner des partisans actifs et des alliés, pour neutraliser ou paralyser des ennemis possibles.

Dans ce climat tourmenté, le monde ouvrier perdait un peu de vue ses problèmes propres pour s'engager à fond, en toute bonne foi et avec enthousiasme et désintéressement, suivant son habitude, dans les conflits qui surgissaient: pour ou contre Franco en Espagne, pour ou contre le fascisme en Allemagne, en Autriche, en Italie, pour ou contre les accords de Munich à propos du conflit des Sudètes. On put bien voir alors, notamment en 1938 et 1939, que l'unité syndicale reconstituée en 1936 n'était qu'un leurre et une pure apparence. Unité n'entraînait ni compréhension, ni sympathie, ni véritable union, pas même simple tolérance, les assemblées syndicales prenaient de plus en plus figure de réunions politiques, avec grande profusion d'éloquence et abondance de lieux communs, avec maintes violences verbales et physiques. Et dans le même temps, ce qui était moins spectaculaire, mais sans doute plus dangereux, des groupements ou des fractions, des cellules ou des rayons, manœuvraient avec adresse et persévérance pour conquérir les situations-clés, les postes de confiance ou d'influence, ce qui permettait à des minorités ardentes, bien disciplinées et peu scrupuleuses, d'entraîner de nombreux syndicats vers des décisions inattendues, que la grande masse des adhérents n'avait certes pas voulues, mais dont elle ne voyait pas toujours la portée et qu'elle n'osait pas combattre.

Ce noyautage réussit de façon incontestable, et c'est là un événement et une leçon à ne pas oublier. Nombre de syndicats, nombre d'Unions locales ou départementales, nombre de Fédérations passèrent ainsi sous direction communiste, non que les communistes y fussent les plus nombreux, mais parce qu'ils y étaient incontestablement les plus assidus et les plus dynamiques. Leur tâche se trouvait facilitée parce qu'ils rencontraient dans les organisations plus de syndiqués passifs que de véritables syndicalistes. Depuis les exaltantes journées de juin 1936, depuis les accords Matignon, la C.G.T. avait vu ses effectifs se gonfler de façon sensationnelle, cela avait permis la publication de statistiques et de courbes impressionnantes, de célébrer *«le triomphe du syndicalisme»*, de connaître une aisance de trésorerie jusqu'alors ignorée dans ces milieux, mais ces constatations, pour encourageantes qu'elles fussent, ne révélaient qu'un des aspects du syndicalisme et il n'en fallait pas méconnaître d'autres, qui étaient infiniment moins satisfaisantes. Les nouvelles recrues, en effet, *«la promotion Blum»*, ignoraient tout du syndicalisme et de son organisation, des traditions et des luttes ouvrières, elles venaient au syndicat comme à une sorte de bureau d'assurance, bien persuadées qu'elles entraient dans un secteur protégé, que désormais elles n'auraient à s'occuper de rien et que le bureau syndical suffirait pour défendre et améliorer leurs conditions de travail et de vie. Beaucoup de ces tard-venus étaient les ouvriers de la onzième heure, ceux qui courent au secours du vainqueur, alors que tout danger a disparu, et parce que cela comporte avec le minimum de risques et d'efforts, le maximum d'avantages, d'autres étaient simplement des suiveurs qui voulaient faire *«comme tout le monde»*, et il n'est pas surprenant que nombre d'entre eux se soient laissés séduire par les slogans de propagande que des orateurs bien endoctrinés leur répétaient à satiété. Faute d'esprit critique, faute de réflexion, beaucoup de groupements syndicaux devinrent alors de simples succursales de groupements politiques dont ils adoptaient les mots d'ordre impérieux et changeants.

Georges Lefranc a clairement montré l'orientation que les éléments communistes donnaient à ce syndicalisme de masse:

«Les syndicalistes communistes se font les propagandistes du Front Populaire, ils essaient de déborder les socialistes, qu'il s'agisse de formuler les revendications ouvrières, de défendre l'Espagne républicaine contre Franco ou de s'affirmer en face de l'Allemagne hitlérienne. La grève, dans ces conditions, devient un moyen de pression politique destiné à entraîner les gouvernements plus loin qu'ils ne voulaient initialement aller. Mais on prend soin de toujours mettre en avant les revendications immédiates et de susciter des réflexes sentimentaux au lieu d'entreprendre des campagnes doctrinales pour des réformes de structure: au Front Populaire de 1935-37, les communistes sont d'accord avec les radicaux pour ne pas effaroucher les masses, en réclamant les nationalisations que préconisent la S.F.I.O. et les planistes de la C.G.T.» (524).

Quelques éléments syndicaux s'efforçaient pourtant de réagir, de résister à cette emprise et de la limiter, notamment l'équipe qui dirigeait alors *«Syndicats»* sous la direction de René Belin, un des secrétaires de la Confédération, mais ils obtenaient difficilement l'audience de masses peu habituées à la réflexion en

(524) G. Lefranc, *«Les expériences syndicales françaises (1939-1950)»*, Paris, 1950, p.17. On trouvera une analyse analogue, et concordante, dans le livre d'André Delmas, ancien secrétaire du *Syndicat National des Instituteurs: «A gauche de la barricade»*, Paris, 1950.

matière économique et sociale, qui, s'étant jusqu'alors tenues à l'écart de la vie syndicale, en ignoraient les traditions et les obligations, qui grisées par le succès de 1936, se laissaient fanatiser, croyaient que tout était possible, en se refusant d'ailleurs souvent au moindre effort personnel.

Au moment de Munich, notamment, en 1938, on vit bien que deux tendances s'opposaient farouchement dans la C.G.T. reconstituée, et que cette divergence de vues ne s'était pas produite à propos d'un problème purement syndical, mais sur la question du maintien de la paix que le destin des populations sudètes mettait en péril. Le Congrès de Nantes, en 1938, mit en lumière l'opposition irréductible de deux tendances, en complet désaccord sur les moyens de combattre le fascisme en plein essor et d'éviter une seconde guerre mondiale.

Mais à ce même congrès, le rapport financier permit aussi de constater la chute catastrophique des effectifs syndicaux. Après les adhésions massives, par dizaines et mêmes centaines de milliers, était venu le reflux: désenchantement de ceux qui trouvaient que cela n'allait pas assez vite, ni assez loin, craintes de timorés ressaisis par leur habituelle inquiétude devant les résistances patronales et par leur esprit de soumission, découragement aussi de certains qui s'affligeaient et s'inquiétaient de ne plus trouver dans ces syndicats agrandis aux directions nouvelles, l'atmosphère de franche camaraderie, de libre discussion et de tolérance compréhensive qui était de règle dans les milieux ouvriers. Les clairvoyants prévoyaient déjà une possible rupture de l'unité, si péniblement reconstruite, ou une chute plus vertigineuse encore des effectifs, qui contraindrait les vrais syndicalistes à préciser leur doctrine et à revoir leurs moyens d'action, qui les obligerait à porter une attention plus soutenue à ces programmes d'éducation ouvrière et de formation des militants, qu'ils applaudissaient chaleureusement dans tous leurs congrès mais dont ils surveillaient mal la mise en application et pour la réalisation desquels ils n'avaient pas toujours su consentir en temps utile les sacrifices nécessaires, ni montrer une sympathie vraiment agissante.

La preuve était faite que les salariés français étaient entrés en masse, mais mal informés, dans des syndicats et une Confédération, mal préparée eux-mêmes à les recevoir, que le mouvement syndical manquait de cadres de qualité et que, malgré l'énergie et le dévouement de militants, qui travaillèrent jusqu'à l'extrême limite de leurs forces, les nouveaux venus n'avaient pas toujours eu la possibilité, ou la volonté, d'apprendre l'A.B.C. du syndicalisme, les éléments essentiels de son histoire, les rudiments de droit ouvrier ou d'économie politique dont ils avaient besoin, ni surtout d'acquérir les qualités d'esprit et de caractère indispensables, de comprendre qu'être syndiqué, cela oblige. Par contre, on voyait qu'ils avaient été facilement séduits et entraînés par des orateurs diserts ou véhéments, plus soucieux d'effets de tribune que d'informations contrôlées, plus intéressés par l'action politique que par l'action ouvrière et qui, tout en flattant et même flagornant les masses populaires, détentrices de toute sagesse, les méprisaient souverainement, ne se souciaient guère de les instruire et se bornaient à les diriger suivant les indications du Kominform.

Beaucoup de syndiqués démissionnaient, les uns avec éclat, les autres en se retirant discrètement. Phénomène déjà observé en d'autres temps et d'autres circonstances, mais qui prenait une ampleur exceptionnelle et donnait à réfléchir.

«Les syndicats en France ont toujours eu des fluctuations d'effectifs, suivant les cycles d'espoir ou de doute, mais la nouvelle masse syndiquée (après 1936), sans esprit syndicaliste, bercée de slogans provisoires, est encore plus versatile. L'organisation bureaucratique qui l'encadre, le monopole de la pensée communiste dans les grandes organisations, sont des freins à toute évolution interne. Les masses réagissent d'une manière féminine à leurs échecs, qui sont généralement transformés en victoires "pour le communiqué". Elles ne critiquent pas. Il faudrait pour cela que, de leurs rangs, surgissent des élites nouvelles, or la bureaucratie communiste veille pour empêcher un tel malheur. Alors, "elles votent avec leurs pieds", pour rappeler une pittoresque image de Lénine. Dans la seule année 1938, la C.G.T. perd 3.000 syndicats sur 18.000» (525).

Il était trop tard pour regretter une union mal assortie et s'étonner de certaines incompatibilités, le mal était fait et les événements qui se précipitèrent, ne permirent pas de tenter un redressement. La crise latente

(525) Michel Collinet, *«Masses et Militants. La bureaucratie et la crise du mouvement syndical français»*. Revue d'histoire économique et sociale, 1951.

révélée aux plus aveugles par les débats du Congrès de Nantes, en 1938, et par l'échec de la grève générale de novembre de la même année, éclata brutalement en 1939.

23 août 1939. Signature du pacte germano-soviétique, au moment où la menace hitlérienne se précise sur la Pologne, sous le prétexte de Dantzig et tandis que la France et la Grande-Bretagne tentaient de négocier un accord militaire avec l'U.R.S.S. afin d'opposer une résistance commune aux ambitions hitlériennes.

25 août. Déclaration de Maurice Thorez affirmant que les communistes seront au premier rang pour la défense du pays contre Hitler.

2 septembre. Invasion de la Pologne par l'Allemagne, à laquelle la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre et, le même jour, vote des crédits militaires au Parlement français, avec l'appui des communistes.

Une seconde fois, en moins de quarante ans, une grande crise internationale vient bouleverser l'évolution normale des civilisations, le rythme paisible et fécond du travail et de la pensée, l'existence difficile, mais paisible, des foules ouvrières et paysannes, pour lancer les peuples les uns contre les autres dans des batailles meurtrières et destructrices. Les masses populaires sont spontanément et sentimentalement pacifistes et se proclament volontiers internationalistes, mais elles sont aussi, à l'occasion, traversées et entraînées par des courants nationalistes et cocardières, surtout si on leur présente un objectif de noble ampleur: défendre des nations opprimées, affranchir des peuples esclaves, combattre pour le droit et la civilisation, lutter contre la tyrannie et le fascisme et pour la liberté. Cette fois encore, comme en 1914, la mobilisation française s'accomplit sans à-coups, ni protestations, mais avec beaucoup moins d'enthousiasme et d'élan, sans fleur au fusil sans chansons patriotiques et sans cris de «*A Berlin*», car on savait davantage ce qu'était une guerre moderne, les hasards terribles qu'elle comportait, les ruines et les deuils qu'elle entraînait et on n'ignorait pas non plus de quel prix il faudrait payer une victoire, dont la plupart cependant ne doutaient pas.

Comme en 1914, l'organisation ouvrière fut réduite à l'impuissance: mobilisation d'effectifs nombreux, dispersion des militants et difficulté des liaisons, incertitudes et perplexité de nombreux travailleurs de la base qui comprenaient mal le revirement russe et l'attitude d'aveugle adhésion des communistes français à la politique des Soviétiques, inquiétudes qui se répandirent dans tous les esprits pendant la période tourmentée de la mobilisation et des premiers combats, puis durant cette période d'inactivité des armées en présence, de septembre 39 à mai 1940, durant cette «*drôle de guerre*» comme la qualifia Roland Dorgelès.

Il faut ici rappeler quelques faits trop oubliés:

Le 17 septembre 1939, les armées russes entraient en Pologne, sous un ironique prétexte de sauvegarde, et cela donne tout son sens au pacte Molotov-Ribbentrop.

Le 18 septembre, le *Bureau confédéral* de la C.G.T. (tout au moins les six membres non communistes) (526), vota une résolution contresignée ailleurs par quelques membres de la *Commission administrative* qui se trouvaient à Paris. Prenant acte du pacte, «*trahison envers les prolétaires que l'on avait appelés à se dresser contre le nazisme*» la résolution précisait:

«Devant cette situation douloureuse, le Bureau Confédéral déclare qu'il n'y a plus de collaboration possible avec ceux qui n'ont pas voulu, ou pas pu, condamner une telle attitude, brimant les principes de solidarité humaine qui sont l'honneur de notre mouvement ouvrier».

Cette résolution fut approuvée et confirmée par la *Commission administrative* du 25 septembre. C'était en fait la seconde scission dans le mouvement syndical, car la presque totalité des communistes ou communistes restèrent fidèles au mot d'ordre du parti ou n'osèrent pas le désavouer. (Le *Comité Confédéral National* du 15 janvier 1940 devait, à l'unanimité, ratifier la décision du bureau et de la commission administrative. Les communistes étant évidemment absents). Le 26 septembre 1939, le gouvernement prononça l'interdiction du parti communiste qui se constitua d'ailleurs immédiatement en groupe ouvrier et paysan, lequel lança le 1^{er} octobre, son appel en faveur de l'ouverture de négociations pour la paix. Dès le 28 septembre, une déclaration commune de l'Allemagne et de l'U.R.S.S. avait réglé le problème de la Pologne, disparue comme État indépendant, et accessoirement celui de la Lituanie.

(526) Belin, Bothereau, Bouyer, Buisson, Dupont, Jouhaux.

Le 4 octobre, Maurice Thorez désertait, se réfugiait dans la clandestinité et gagnait la Russie.

Le 28 octobre, Molotov réclamait la paix en Occident (527).

Les Français, mobilisés ou non, connaissaient assez mal ces épisodes, dont le numéro clandestin des «*Cahiers du Bolchévisme*» diffusé en janvier 1940, leur fournira d'ailleurs des explications fantaisistes et embarrassées. L'homme de la rue, cependant, se sentait troublé et inquiet, il comprenait mal ce qu'on attendait de lui, trop de formules contradictoires lui étaient offertes: guerre pour la défense des libertés démocratiques, conspiration judéo-maçonnique contre la paix, guerre de ploutocraties impérialistes, trop de choses lui apparaissaient obscures, équivoques, anormales. Toutefois, comme le gouvernement dans ses déclarations, la presse et la radio, chaque jour, lui répétaient sans cesse que tout allait bien, «*que le temps travaillait pour nous*», que «*nous vaincrons parce que nous étions les plus forts*», que la puissance hitlérienne était menacée par la famine, par l'indiscipline et le mécontentement populaire, le Français moyen se laissait aller à une paresseuse torpeur dont il fut tragiquement tiré par la violente attaque allemande du 9 mai 1940.

Nous n'avons pas à raconter ici l'histoire de la guerre, ni la recherche des causes et des responsabilités de la défaite, ce n'est pas notre propos. Nous n'évoquerons pas davantage les semaines tragiques et douloureuses de mai et juin 1940, l'avance rapide des divisions blindées allemandes, les bombardements des Stukas, les retraites de nos armées trop souvent changées en déroutes, le lamentable exode des populations civiles sur les routes et parfois leur fuite éperdue, les insuffisances, les erreurs, même les défaillances et les abandons d'un commandement et d'une administration incapables ou débordés, les Allemands poussant victorieusement, et trop facilement, en quelques semaines jusqu'à Bordeaux et à Lyon, la chute de Paris, l'écroulement du régime et le renoncement de la majorité des parlementaires, l'effacement de tout un peuple, désemparé parmi les ruines et les deuils.

Dans cette tragédie, il n'y eut pas, il ne pouvait pas y avoir, d'opinion spécifiquement ouvrière, de comportement strictement syndical, chaque salarié étant atteint comme homme, comme citoyen et comme Français, tout autant que comme producteur. Dans le désastre du pays, dans la désorganisation qui sévissait partout, dans la dispersion qui paralysait tous les groupements dépourvus de tout moyen de liaison, il n'y eut plus que des réactions individuelles ou de petits groupes, formés suivant les caractères et les sympathies et le plus souvent suivant les circonstances et le hasard des rencontres dans les départements de repli.

C'est seulement quelques semaines après l'armistice qu'on pourra essayer de faire le point, quand les populations évacuées ou en fuite auront, pour la plupart, regagné leurs foyers souvent détruits ou ruinés, quand la vie économique esquissera une légère reprise, avec les encouragements et sous le contrôle de l'occupant, quand le lourd appareil militaire allemand sera mis en place, quand l'*État français* aura pris la place de la *Troisième République* et commencera à se manifester par l'établissement d'un nouveau régime, l'emploi d'une nouvelle phraséologie et la mise en place de nouvelles équipes aux postes de commande.

Aucune illusion n'était d'ailleurs possible, quand à l'orientation que le nouveau gouvernement entendait donner à sa politique intérieure. On ne pouvait pas ignorer que le maréchal valétudinaire porté au premier rang était un adversaire décidé de la démocratie et des libertés républicaines comme des organisations syndicales et le défenseur convaincu de certaines traditions et hiérarchies sociales périmées, son entourage était significatif et ses thuriféraires, qui étaient légion et parfois bien compromettants, montraient bien quelles directions il jugeait bénéfiques. Sans doute le maréchal parlera abondamment de sa sympathie pour le monde du travail, mais en laissant clairement entendre que ce monde du travail doit se tenir à sa place qui est modeste, qu'il doit par conséquent se montrer humble et soumis, respectueux des autorités et des consignes et s'en remettre, pour conduire ses destinées et assurer son bien-être, aux représentants des cadres sociaux consacrés, parmi lesquels les plus qualifiés sont naturellement l'Armée, sans oublier la Marine, l'Église et la Police. Tout naturellement, Pétain retrouvait sans peine la mentalité, le ton, les directives et l'aveuglement de Mac Mahon et il comptait bien que cet *État français*, dont il rêvait depuis longtemps, réaliserait enfin ce que l'*Ordre moral* de 1876 n'avait pas réussi.

Avec les encouragements naturellement et aux applaudissements de tous ceux qui n'avaient jamais accepté la République et la Démocratie, les réformes sociales et la promotion ouvrière, qui surtout n'avaient pas pardonné juin 1936; des patrons grands et petits qui n'avaient rien compris et rien appris et rêvaient d'un pouvoir fort dans les usines comme dans le pays, des ruraux, gros propriétaires ou petits exploitants

(527) On consultera utilement sur cette période les ouvrages de A. Rossi: «*Deux ans d'alliance germano-soviétique*», Paris, 1949; «*Le pacte germano-soviétique: l'histoire et le mythe*», Paris, 1954.

également ignorants des vrais aspects de la condition ouvrière et qui jalouaient les travailleurs de l'industrie, des bourgeois timorés, des administrateurs sclérosés épris de routines qu'ils qualifiaient de traditions. Et cela faisait déjà beaucoup de monde! Ces ralliés du début rencontrèrent, comme on pouvait s'y attendre, la complicité d'un abondant état-major d'hommes politiques mal satisfaits, d'intellectuels aigris, caducs ou âprement ambitieux, de dirigeants ecclésiastiques plus catholiques que sociaux malgré leurs déclarations, et encore plus politiques que catholiques, qui cherchaient revanche de la *Séparation*, de salonnards à la nullité distinguée, qui se croyaient «*vieille France*» et n'étaient que vieilles badernes, de hauts fonctionnaires, civils et surtout militaires, traditionnellement hostiles à la République, qui les avait pourtant choyés sans prudence et récompensés au delà de leurs mérites. Cela faisait des auditoires compacts pour applaudir aux homélies larmoyantes du Maréchal et aux mesures par lesquelles il prétendait réaliser une Révolution nationale, cela représentait surtout beaucoup d'appétits qui se ruaient à la curée des places et des emplois, des grades et des missions, des honneurs et des prébendes.

Si quelques-uns voyaient dans cette prétendue Révolution une promesse d'apaisement et de paix sociale par le retour à des disciplines et à des vertus en lesquelles ils avaient confiance, si nombre de braves gens que la défaite avait accablés, se sentaient rassérénés parce qu'ils pensaient qu'honneur, droiture et loyauté sont les accompagnements inévitables des hauts grades militaires, pour beaucoup cette aventure, quelque douloureux qu'en soient certains aspects, était tout simplement une revanche, la reconquête du pouvoir et des places, des gros traitements et des menus avantages, tout cela très appréciable en cette période d'austérité qui s'annonçait sévère, quelques-uns enfin célébraient «*la divine surprise*» qui réalisait le rêve de toute leur vie et ils pensaient que ce n'était sans doute pas payer trop cher de la ruine et peut-être du démembrement de la France, la chute d'un régime abhorré.

Le monde du travail, ouvrier et paysan, dans son ensemble, n'avait point de ces rancunes, de ces haines ni de ces ambitions. Il sait, par des expériences souvent répétées, qu'il porte le plus lourd fardeau des guerres, tandis qu'elles se déroulent et qu'il doit toujours ensuite en solder la plus grande partie des frais; il sait aussi que les révolutions, même quand elles sont faites en son nom, ne le sont généralement pas à son profit; il s'étonnait surtout de ces aveux de culpabilité que l'on faisait pour lui et de tant d'avancements exceptionnels qui récompensaient des insuccès, des abandons, des défaillances et des incapacités. Mais il était désemparé par cette défaite, privé de beaucoup de ses conseillers habituels et il demandait seulement à retrouver le plus vite possible des conditions de travail et de vie acceptables, tout en comprenant bien qu'il allait connaître quelques années difficiles sous une occupation étrangère et que les circonstances seraient loin d'être favorables à l'élévation, et même au maintien de son pouvoir d'achat. Instinctivement, cependant, quoique sans trop oser le dire, il se défiait de ce nouveau gouvernement, de ces nouvelles équipes, si prompts à se débarrasser de la République en la chargeant de toutes les responsabilités, et qui, pour son goût, comprenaient vraiment trop de militaires et de policiers, trop de revues et de cérémonies religieuses. «*Travail, Famille, Patrie*» claironnaient à tout bout de champ les thuriféraires du régime, mais les esprits indociles, et après eux la majeure partie des Français moyens, ne tardèrent pas à grommeler: «*Tracas, Famine, Police*».

Personne ne put d'ailleurs longtemps se méprendre et les premières mesures du gouvernement révélèrent une orientation préparée de longue date. Il est significatif qu'une d'entre elles, dès juillet 1940, fut la suppression des *Écoles normales* d'instituteurs, dans lesquelles s'étaient formés ces maîtres qui avaient vraiment instauré et popularisé la République dans le pays, mais on reprochait à ces instituteurs publics un esprit laïque trop marqué, un comportement social trop avancé et une évidente indocilité politique. Tout naturellement devait suivre, le 16 août, la loi entraînant dissolution des *Centrales syndicales interprofessionnelles*, c'est-à-dire de la *Confédération générale du Travail*, de la *Confédération française des travailleurs chrétiens* et aussi du *Conseil national du Patronat français*, mais on se doute bien que c'était la première surtout que l'on voulait atteindre. On n'avait pas non plus à ménager des chrétiens devenus trop peu dociles aux enseignements de soumission du haut clergé. Quant au patronat, frappé en raison d'une nécessaire symétrie, il retrouverait bientôt bonne place, large influence et de fructueuses compensations dans les nouvelles organisations économiques: les *Comités d'organisation professionnelle*.

Dans cette mesure, apparaît la satisfaction d'une vieille rancune, les classes bourgeoises en général n'avaient pas oublié et ne pardonnaient pas la grande peur qu'elles avaient eue en juin 36, et trop heureuses d'avoir un gouvernement selon leur cœur et leurs idées, elles en profitaient pour se débarrasser d'un adversaire redouté.

Le bureau de la C.G.T., réuni à Toulouse le 20 juillet, avait tenté un geste d'apaisement et proposé au gouvernement, en même temps que son appui sans réserves pour le relèvement du pays, des modifications dans certains éléments de sa charte constitutionnelle, qui pouvaient sembler inopportuns dans les circonstances actuelles. Il s'agissait notamment des articles sur la grève, à remplacer par des textes établissant la conciliation et l'arbitrage et de l'article qui demandait aux salariés de mener la lutte pour la disparition du patronat et du salariat.

C'était la marque d'un évident opportunisme, que certains désapprouvèrent, mais que la plupart des syndiqués jugeaient alors nécessaire. Il est bien certain, en tout cas, que la C.G.T. ne prétendait pas entrer en lutte contre l'*État-Français*, qu'elle envisageait au moins une trêve jusqu'à la libération et la paix et voulait borner son action à la réorganisation de l'économie. Au reste, nul ne savait encore, en juillet 1940, quel serait le statut de l'occupant, ni celui des entreprises et des travailleurs, et les responsables, dans l'impossibilité où ils étaient de consulter les syndiqués, étaient évidemment autorisés à tenter de sauver tout ce qui pouvait être sauvé de l'organisation ouvrière et des libertés syndicales et de garantir au maximum des possibilités d'action légale.

Dès la fin d'août, il était visible que ce gouvernement Pétain se ferait l'artisan de la pire réaction. Mais on pouvait prévoir également que, comme toutes les dictatures modernes, il aurait la précaution d'instaurer, ou tout au moins de promettre, un certain nombre de réformes sociales, propres à faire illusion et à duper quelques bonnes volontés mal informées. En effet, la corporation fut le grand thème de propagande des réformateurs. On n'ignorait pas la vogue que le corporatisme avait rencontrée en France depuis une dizaine d'années dans certains milieux, ni l'admiration simpliste que quelques dirigeants politiques et économiques avaient montrée pour les réalisations sociales de Mussolini ou d'Hitler. Pétain était à bonne école et en nombreuse compagnie. Peut-être pensait-il que ce qu'il appelait la «*Révolution nationale*» allait vraiment instaurer la paix sociale en France, ce qui eut témoigné d'une extraordinaire candeur, mais on peut dire qu'il ne fit pas longtemps illusion aux masses laborieuses, assez justement défiantes à l'égard de ce bloc de généraux et d'ecclésiastiques, peu ou mal informés des problèmes sociaux. Au reste, Marcel Déat, qui, de son côté, tentait un grand *Rassemblement national populaire*, à prétentions également sociales et révolutionnaires, ne perdait pas une occasion de critiquer âprement les intentions, l'esprit et les mesures de Vichy qu'il jugeait rétrogrades et périmés.

Il n'y a pas, à proprement parler, de véritable vie syndicale sous l'occupation. Certes, puisque la loi du 16 août 40 ne dissout que les *Centrales interprofessionnelles*, les syndicats subsistent, de même que les Unions et les Fédérations, s'y affilier est même obligatoire puisque la cotisation est automatiquement retenue par le patronat, mais leur activité est réduite, nombre de leurs dirigeants sont suspects et seront emprisonnés ou contraints de disparaître «*dans le brouillard*». Par ailleurs la libre discussion des salaires va devenir impossible, ceux-ci étant bloqués. La *Charte du Travail*, péniblement mise sur pied en octobre 41, essaya pourtant d'organiser un nouveau régime du travail, mais le moins qu'on en puisse dire c'est que ce régime ne correspondait en rien aux traditions ouvrières françaises et à l'action syndicale libre menée depuis plus de cinquante ans, puisque les groupements professionnels étaient mis en étroite tutelle et que les *Comités sociaux* qu'il établissait se recommandaient du plus pur paternalisme.

Si certaines Unions ou Fédérations s'y rallièrent cependant, par tactique et non sans réserves, ni hésitations, ou pour dissimuler une action toute différente, la plupart demeurèrent défiantes et hostiles et constituèrent en fait une C.G.T. clandestine. D'ailleurs, il n'était pas un seul vrai syndicaliste qui ne comprit que le problème essentiel n'était pas là, que les fantoches du gouvernement de Vichy ne restaient au pouvoir que grâce à la protection de la Wehrmacht, qu'ils auraient été, sans elle, rapidement balayés et qu'il fallait attendre la libération pour établir un nouveau régime de travail plus conforme à leurs espérances. Pour le moment, il s'agissait seulement de durer.

On se tromperait grandement en supposant que la pensée ouvrière de cette époque s'exprimait uniquement dans les syndicats ligotés et entravés, à activité réduite et d'ailleurs peu fréquentés, pour des raisons diverses, par un grand nombre de leurs adhérents qui se retrouvaient pour agir dans d'autres groupements commandés par les circonstances. Il faut tenir compte aussi de l'activité des éléments communistes, qui pour être clandestine n'en est pas moins considérable, mais dont on ne doit pas ignorer quelle présente des caractères assez dissemblables, avant et après l'attaque allemande contre l'U.R.S.S. en juin 41.

En tout état de cause, si une activité organisée normale et au grand jour était impossible ou tout au moins d'ampleur très limitée, la plupart des travailleurs, même parmi les moins évolués, comprirent vite que seule la liberté leur permettrait de reprendre la lutte sur le plan social et que cela dépendait de l'issue de la guerre,

qu'il fallait donc chasser l'Allemand, puis rétablir la République pour reconquérir le droit syndical.

Si quelques pessimistes, trop facilement résignés, acceptaient l'hypothèque allemande, et concluaient que l'Europe était hitlérienne pour cent ans et qu'il fallait s'en accommoder, la plupart des syndiqués se ressaisirent vite, refusèrent leur appui à l'Allemagne comme à Vichy et mirent tout leur espoir dans l'effort des Alliés. Ils furent remués par le courageux appel du Général de Gaulle le 18 juin 40, conquis par la tenace et héroïque résistance anglaise, réconfortés par l'entrée en guerre de la Russie, puis par celle des États-Unis et ne désespérèrent plus de la victoire finale. Sans doute, tous ne prirent pas une part effective à la Résistance, beaucoup se bornèrent à des encouragements et à des vœux platoniques pour ceux qui s'y engageaient, mais on peut cependant dire que les masses populaires, dans leur immense majorité, et les syndiqués en particulier, se refusèrent à toute collaboration consentie avec les vainqueurs et les puissants du jour, et qu'ils contribuèrent par des apports variés au mouvement de la Résistance: du freinage de la production dans les entreprises à la participation active aux réseaux de renseignements comme aux maquis, tout cela avec des inquiétudes, des réserves, des réticences, des hésitations, des abandons à l'occasion, même quelques trahisons, mais dans l'ensemble avec une courageuse fidélité qui atteignit fréquemment l'héroïsme.

Jamais ne se justifia mieux le vieil adage: «*C'est quand on a perdu la liberté qu'on en comprend et qu'on en sent tout le prix*». Sous la double oppression de l'Allemand et de Vichy, les ouvriers comprirent davantage la valeur du régime sous lequel ils avaient auparavant vécu, auquel ils n'avaient pas ménagé des critiques souvent justifiées, mais qui leur permettait cependant une certaine indépendance de pensée et d'action. La collaboration évidente de quelques éléments bourgeois et patronaux avec l'occupant, les liaisons inconsidérées, les compromissions de quelques intellectuels, de quelques politiciens, de quelques prélats, généraux et amiraux avec les autorités allemandes ou les éléments discrédités des diverses équipes gouvernementales amenèrent, par contrecoup, la réunion pour une action commune dans la Résistance d'éléments sociaux assez disparates, venus de toutes les classes sociales et de tous les horizons politiques, différents par leurs croyances et leur idéologie, mais d'accord sur l'essentiel: la nécessité primordiale de faire maison nette, de se débarrasser à la fois de l'occupant et du gouvernement Pétain, Laval, Darlan.

Les communistes, ouvriers ou intellectuels, ont joué dans cette activité clandestine un rôle considérable, quoique beaucoup moins important qu'ils le proclamèrent par la suite. Fidèles avant tout aux mots d'ordre du parti, donc aux intérêts de l'U.R.S.S., ils préconisaient les regroupements politiques les plus inattendus, prêchant une large union, de vastes rassemblements comme au temps du *Front populaire*, «*mettre en avant tout ce qui nous rapproche, écarter tout ce qui nous divise*», tendant la main aux catholiques, aux radicaux, aux conservateurs, aux *Croix-de-Feu* comme aux socialistes, mais ne négligeant pas pour autant de satisfaire quelques rancunes personnelles et de manœuvrer subtilement pour s'assurer des positions clés et des postes de commande. En raison même du recrutement habituel du parti, c'est dans les milieux ouvriers qu'ils avaient le plus d'influence et ils se dévouèrent à une action difficile et dangereuse avec un courage, un esprit d'équipe, une persévérance, un dynamisme, un esprit d'entreprise, d'endurance et de sacrifice incomparables auxquels il convient de rendre hommage. Loin des chefs aux desseins quelquefois retors et ténébreux, loin de l'appareil, les militants de la base furent souvent d'admirables camarades de combat et beaucoup payèrent de leur vie un dévouement à toute épreuve à la Patrie, qu'ils identifiaient alors avec le Parti.

On ne sera donc pas surpris qu'ils aient cherché à se rapprocher des éléments syndicalistes de la C.G.T., devenue elle aussi clandestine depuis août 40. La loi avait bien dissous la Confédération, la police emprisonné certains de ses militants les plus notables, la justice avait mis sous séquestre ses immeubles, ses biens mobiliers et ses archives, mais un bureau restreint continuait à exister en zone non occupée; si son pouvoir était réduit, il s'efforçait du moins d'assurer des liaisons avec des organismes encore tolérés, avec des militants connus ou obscurs qui n'avaient pas désespéré, ni renoncé, et conservaient leur foi dans leurs idées et leur espérance dans l'avenir, et il était en contact aussi avec les groupements clandestins de résistance qui commençaient à se manifester.

Le 9 novembre 1940 parut le décret de dissolution de la C.G.T. et de la C.F.T.C. Ce n'était qu'une formalité, le sort des deux organisations étant réglé depuis août et l'activité des deux bureaux confédéraux étant en fait suspendue depuis la défaite, mais ce geste symbolique suffisait pour donner à la pseudo-*Révolution nationale* de Pétain son véritable caractère à l'égard des mouvements ouvriers et de leurs revendications. Non sans amertume et avec quelque rancœur, les syndicalistes purent voir que la mesure portait aussi la signature de René Belin, ancien secrétaire de la C.G.T., qui avait accepté le poste de Ministre du Travail dans le cabinet constitué par le Maréchal.

La position prise par Belin peut être diversement appréciée. On peut concéder que son refus n'eût absolument rien empêché car les candidats ne manquaient pas pour les postes offerts par Vichy, qu'un autre eût pris à sa place les mesures que réclamaient Pétain et son entourage et les eût peut-être aggravées, que dans ces moments difficiles où l'arbitraire était roi, il a rendu maints services à des syndiqués abusivement poursuivis par des autorités imbéciles ou ignorantes, pour lesquelles «*un homme de gauche*» était obligatoirement un ennemi, en fait ou en puissance, donc un danger à supprimer ou tout au moins un suspect à mettre sous bonne garde, on peut admettre encore que certaines mesures de réaction eussent été encore plus brutales si d'autres avaient eu à en assurer l'exécution et qu'en somme Belin a sauvé du syndicalisme tout ce qui pouvait en être sauvé, qu'il a été un moindre mal et qu'il a pu faire entendre quelques conseils de modération.

Cependant, même si l'on ne retient pas l'hypothèse d'ambitions ou de rancunes personnelles, on doit reconnaître que René Belin se séparait alors avec éclat d'un mouvement auquel il avait adhéré par un libre choix, dans lequel il avait, pendant de nombreuses années, joué un rôle important, dont il avait été un des dirigeants efficaces, dans lequel il avait de nombreux amis, mais que nul groupement constitué et responsable ne l'avait mandaté pour donner au gouvernement de Vichy, dont il ne pouvait ignorer ou méconnaître l'orientation, l'appui de son nom et de son prestige de militant syndicaliste. Il aurait dû savoir que la politique de la présence, partout où se discutent les intérêts de la classe ouvrière, ne permettait nullement, surtout en l'absence de tout mandat précis, de s'associer à ses pires ennemis et de lui fournir une sorte de caution. C'était un geste personnel, auquel un syndiqué obscur aurait peut-être pu consentir sans trop de dommage pour l'organisation, mais auquel un militant chevronné et représentatif comme René Belin aurait dû se refuser. Il ne pouvait pas ne pas prévoir la lutte qui allait s'engager, qui s'engageait déjà, entre le monde du travail et le gouvernement de Vichy soutenu par l'occupant, il aurait dû comprendre que son adhésion au régime ne pourrait passer inaperçue, qu'elle susciterait des doutes et des inquiétudes chez les tièdes, les hésitants, les irrésolus, les mal renseignés, qu'elle ouvrirait la porte à toutes les compromissions, à tous les reniements, qu'elle provoquerait une profonde démoralisation et que son attitude serait ultérieurement exploitée par ses adversaires, au détriment du syndicalisme lui-même.

Fort heureusement, si l'exemple de Belin et de quelques autres provoqua certains ralliements, sincères ou intéressés, à la doctrine de Vichy et à la *Charte du Travail*, ceux-ci furent en somme assez peu nombreux et lui-même ne demeura pas longtemps ministre du Travail, l'équipe de la *Révolution nationale* ne le jugeant pas assez sûr.

Dans son étude «*Les expériences syndicales en France de 1939 à 1950*», Georges Lefranc a rappelé combien Belin avait rencontré d'oppositions au sein même du ministère qu'il était censé diriger et avec quelle ténacité il avait défendu certains aspects de l'organisation ouvrière, mais il ne dit pas, et cela n'est pourtant pas sans importance, quelle démoralisation un texte portant dissolution de la *Confédération générale du Travail* pouvait amener dans les rangs des salariés, quand ce texte portait la signature d'un de leurs militants des plus actifs, d'un des secrétaires de leur Centrale, devenu, et en quelle compagnie, ministre du Maréchal. Faut-il rappeler que ceux qui ont accepté des postes et responsabilités particulières dans un mouvement doivent savoir que leurs décisions et leurs actes ont valeur de symbole et portent loin, et qu'ils trahissent ceux qui leur ont fait confiance en prenant une autre direction que celle où ils s'étaient engagés en commun? Certes, on peut changer d'idées, de croyances et de conviction, mais le militant qui croit s'être trompé, s'il a le droit de rentrer dans le rang, est certainement mal qualifié pour prendre la tête d'un mouvement qui sert une autre cause et défend d'autres principes. Et Belin avait assez d'intelligence pour comprendre que le régime de Vichy, c'était la ruine des idées démocratiques; la perte de la liberté et l'asservissement des salariés.

La *Charte du Travail*, avons-nous dit, est d'octobre 41. L'exposé des motifs qui la précédait était significatif, sans doute il n'était signé que de Darlan, de Moisset et de Pomier, et non de Belin, mais c'était quand même à Belin que revenait la mise en application du texte, et les travailleurs, qui s'entendent mal aux subtilités juridiques et aux finesses de la direction d'intention, se résignèrent mal à voir le nom d'un militant qu'ils avaient connu et aimé, auquel ils avaient fait confiance, associé à cette *Charte* dans laquelle apparaissaient un paternalisme, qui se voulait discret sans y réussir, et une évidente volonté de limiter au maximum l'indépendance et les possibilités de la vie syndicale.

Cet exposé des motifs spécifiait en effet:

«*La pierre angulaire de la Charte réside dans la création des comités mixtes sociaux, au sein desquels se trouveront réunis tous les membres d'une même profession.*

Le comité social sera pour la profession d'aujourd'hui, pour la corporation de demain, le véritable animateur de la vie professionnelle.

Lien de tous ceux qui concourent à une même profession, il recevra de surcroît la mission d'assurer la gestion sociale de la profession».

Dans tout cela, et avec l'inévitable appel à l'union, à la bonne foi et à la bonne volonté, apparaît le désir de stabiliser un certain état social et de résister aux exigences des travailleurs de la base, qui pourraient mettre en danger certains privilèges.

La Charte cependant autorisait les syndicats, sans doute avec l'arrière-pensée de les surveiller et de les utiliser:

«Les syndicats ont leur place dans cet ordre nouveau. Ils auront la double mission de discipliner les libres réactions de leurs adhérents et de participer à la formation des comités sociaux.

Mais ces syndicats ne seront plus les syndicats de tendance du passé. S'ils demeurent voués dans chaque profession à la représentation d'une même catégorie sociale (patrons, ouvriers, cadres), ils seront désormais obligatoires pour être forts, uniques pour être francs, leur activité sera désormais limitée au domaine de leur profession. Ils vivront et ils fonctionneront sous l'autorité des comités sociaux et en s'inspirant de leurs doctrines, qui ne sauraient être elles-mêmes que celles du gouvernement» (528).

Cela était parfaitement clair, la profession organisée à la sauce corporative et le syndicat domestiqué à la mode hitlérienne, tel était l'objectif de tous ceux qui, à Vichy, prétendaient mettre en route une *Révolution nationale* qui se prétendait soucieuse des intérêts du peuple. On prenait d'ailleurs grand soin de ne pas consulter ce peuple sans doute parce qu'on en craignait la réponse.

La difficile mise au point de cette nouvelle législation, les discussions souvent confuses qui se prolongèrent, à propos de la *Charte du Travail* ou du statut particulier, restrictif naturellement, à attribuer à certaines professions comme les Cheminots, les Gens de Mer, les Fonctionnaires, ne représentent qu'un aspect, peut-être le moins absorbant, de la vie des travailleurs sous l'occupation. Très vite apparurent les restrictions alimentaires et un rationnement à la fois rigoureux et incohérent qui soumirent toute la population, tout au moins celle qui ne disposait pas de ressources financières considérables ou d'amitiés bien placées, à un régime de demi-famine, que chacun s'efforçait de combattre avec une grande ingéniosité mais non sans lourdes fatigues et pertes de temps, et cela absorbait les esprits et les forces, double soulagement pour les gouvernants et leur police, pour les Allemands et la leur. Très vite aussi, la lutte active s'engagea contre l'occupant et ses auxiliaires: refus du travail obligatoire, retards dans la production, aide aux prisonniers évadés, constitution et ravitaillement des clandestins et des maquis, fabrication massive de fausses identités et de faux papiers, rédaction, impression et diffusion d'une presse et d'éditions clandestines, recherche et transmission de renseignements, actions de sabotage sur les lieux de travail ou par les équipes de la Résistance et des réseaux. Les salariés y jouèrent leur rôle, non pas unique assurément, mais considérable, remettant à plus tard les revendications propres à leur classe, plus préoccupés de la besogne présente, singulièrement absorbante et dangereuse, que du statut à venir de ce qui serait la *Quatrième République*.

De ces organisations de résistance, qui se constituaient et disparaissaient aussi parfois avec une étonnante rapidité, certaines se déclaraient ouvertement communistes et tiraient orgueil de leurs liaisons avec Moscou, les autres se disaient simplement «*gaullistes*», parce que le général de Gaulle avait, au moment où tout semblait perdu, où les autorités traditionnelles du pays abdiquaient et capitulaient, lancé l'appel nécessaire pour ranimer les volontés et que son nom était devenu le symbole du ralliement pour la lutte contre Vichy et contre l'occupant qu'on ne pouvait évidemment séparer. Nous n'entreprendrons pas ici de déterminer la part exacte de chacun dans ce combat ou les raisons profondes de son attitude, disons simplement qu'à l'heure du combat, les équipes engagées se souciaient assez peu en général d'appartenance politique ou d'orientation idéologique, qu'elles faisaient front et que des camaraderies et des amitiés se nouèrent entre gens de tendances et de milieux très divers, qui se seraient sans doute ignorés, sans les hasards de la bataille ou de la captivité.

Camaraderie, amitié, ces rapprochements ne se maintinrent pas, pas plus que la fameuse «*camaraderie*

(528) Belin sera ministre du Travail de juillet 40 à avril 42. Il sera remplacé successivement par Hubert Lagardelle d'avril 42 à mars 44 et par Marcel Déat de mars à août 44. Réunion symbolique et édifiante de trois hommes qui avaient combattu pour la liberté et la démocratie, et qui, par lassitude, ambition ou aberration d'esprit, en arrivaient à défendre l'ordre hitlérien qui prétendait refaire l'Europe et la *Révolution nationale* qui prétendait refaire la France.

des tranchées» de 1914-18 ne survécurent longtemps à l'armistice du 11 novembre; peu après la victoire et la libération en 1945, les associés et les frères d'armes, les compagnons de camp ou de prison, repartirent dans des directions différentes, retournèrent à leurs occupations professionnelles et à leur milieu social, retrouvèrent leurs soucis de famille ou de santé, et des oppositions politiques ne tardèrent pas à séparer ceux qui avaient momentanément travaillé en grand accord. Il serait puéril de s'en étonner, mais on aurait pu penser que ces séparations inévitables n'aboliraient pas l'estime que ces combattants avaient eue les uns pour les autres, on aurait pu espérer voir la fin de certains procédés de polémique, de certaines méthodes d'action, indignes de peuples et d'hommes libres, ou qui prétendent l'être.

Il n'est pas dans notre propos d'étudier la Résistance, ses efforts, ses espoirs et ses illusions, ni les transformations de son esprit au cours des années et pas davantage l'utilisation politique ou personnelle que certains en firent parfois pendant l'action même et surtout après la victoire. Bornons-nous à signaler que par toutes ses traditions le mouvement syndical n'accepte pas la contrainte, qu'il refuse la soumission au plus fort qui l'accable au nom de la force seule et que, s'il est momentanément vaincu et écrasé, il songe aux revanches futures et il les prépare. Inconsciemment les masses populaires disaient «*non*» à l'Allemand comme à Vichy qu'elles réunissaient dans la même haine et le même mépris, tandis que, plus consciemment et en n'ignorant rien des risques qu'ils encouraient, nombre de ses militants, les plus solides et les plus avertis, entrèrent progressivement dans la Résistance organisée.

Ils essayèrent tout d'abord de coordonner leur action en créant un «*Comité d'études économiques et sociales*», organe de liaison des militants confédérés, dont la déclaration liminaire précisait:

«Le syndicalisme ouvrier a pour fondement la liberté, il ne saurait exister valablement sans un état suffisant de démocratie dans la nation, il ne saurait avoir d'action efficace sans la garantie, pour ses adhérents et pour lui, d'une entière liberté d'expression et d'action».

Rapidement un rapprochement s'effectua avec les syndicalistes chrétiens que Vichy tenait également pour suspects. Le 15 novembre 1940, un «*Manifeste des Douze*», signé de trois syndicalistes C.F.T.C. et de neuf syndicalistes C.G.T., affirma l'opposition totale des deux confédérations dissoutes au gouvernement de Vichy et à sa politique, et précisa la position du syndicalisme libre, en formulant quelques principes essentiels, auxquels les travailleurs entendaient ne pas renoncer:

- 1- Le syndicalisme français doit être anticapitaliste et, d'une manière générale, opposé à toutes les forces d'oppression des travailleurs.
- 2- Le syndicalisme doit accepter la subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général.
- 3- Le syndicalisme doit prendre dans l'État sa place et seulement sa place.
- 4- En aucun cas, le syndicalisme ne peut admettre, sous aucun prétexte ou sous aucune forme, entre les personnes, des distinctions fondées sur la race, la religion, la naissance, l'opinion ou l'argent.
- 5- Le syndicalisme doit être libre, tant dans l'exercice de son activité collective que dans l'exercice de la liberté individuelle de chacun de ses membres.
- 6- Le syndicalisme doit rechercher la collaboration internationale des travailleurs et des peuples.

A ces articles fondamentaux, quelques commentaires donnaient d'ailleurs tout leur sens:

«Le syndicalisme, mouvement professionnel, et non politique, doit jouer exclusivement son rôle économique et social de défense des intérêts de la production. L'État doit jouer son rôle d'arbitre souverain entre tous les intérêts en présence...

La liberté syndicale doit comporter:

Le droit pour les travailleurs de penser ce qu'ils veulent, d'exprimer comme ils l'entendent, au cours des réunions syndicales, leurs pensées sur les problèmes de la profession, le droit de se faire représenter par des mandataires, élus par eux, le droit d'adhérer à une organisation syndicale de leur choix ou de n'adhérer à aucune organisation, le droit de ne pas voir les organisations syndicales s'ingérer dans la vie privée».

C'était donc, et clairement exprimé, le refus de tout totalitarisme, même camouflé en paternalisme, l'affirmation de la démocratie et de la tolérance (529).

Et le *Comité d'études économiques et sociales*, qui avait lancé et qui diffusa ce manifeste, peut légitimement sembler être le dépositaire et l'interprète fidèle des traditions du véritable syndicalisme français, celui

(529) Ont signé la déclaration: Pour la C.F.T.C.: Bouladoux, Tessier et Zirnheld. Pour la C.G.T.: Capocci, Chevalme, Gazier, Jaccoud, Lacoste, Neumeyer, Pineau, Saillant, Van de Putte. On remarquera l'absence des communistes, qui, le pacte germano-soviétique étant encore en vigueur, demeuraient dans une neutralité bienveillante pour les puissances de l'Axe et continuaient à dénoncer la guerre «*ploutocratique et impérialiste*» menée par l'Angleterre.

qui associe toujours à la défense des intérêts matériels immédiats, des préoccupations de dignité humaine, de tolérance et de liberté. C'est à cette tradition que se rallièrent, malgré les difficultés du temps et les incertitudes de l'avenir, la plupart des travailleurs.

Un peu plus tard, quand l'U.R.S.S. fut à son tour en guerre avec l'Allemagne et envahie et que les communistes commencèrent à mener contre l'occupant une guerre sans merci, des rapprochements s'opèrent entre toutes les équipes ouvrières, quelles que soient leurs tendances. Cela s'était déjà produit en maints endroits entre militants de base, dans des groupes de combat ou de sabotage, dans les camps ou dans les prisons, mais le mouvement s'intensifia et fut régularisé, d'abord dans une entrevue entre Jouhaux, secrétaire général de la C.G.T., et Semat, dirigeant de la *Fédération des Métaux communiste*, puis par l'accord du Perreux, signé le 17 avril 1943, lequel annulait les décisions du *Bureau*, de la *Commission administrative* et du *Comité Confédéral National* de septembre 39 et janvier 40, excluant de l'organisation syndicale les adhérents qui se refusaient à condamner le pacte Ribbentrop-Molotov. C'était donc, en fait, la reconstitution de la Confédération, on y accueillait à nouveau les éléments communistes et l'on prévoyait que le nouveau bureau comprendrait cinq membres non communistes provenant de l'ancienne C.G.T. et trois membres communistes provenant de l'ancienne C.G.T.U. (530).

Écartant les anciennes querelles, oubliant les vieux griefs, syndiqués de toutes tendances, de toutes appartenances politiques ou philosophiques, allaient désormais travailler de concert, non sans arrière-pensées peut-être chez certains, mais en toute sincérité chez les plus nombreux. Il leur fallait, au plus vite, regrouper les éléments dispersés dans tout le pays, ou éloignés de la vie syndicale par les événements, faire face à la propagande insidieuse des Vichyssois de toutes nuances, résister au découragement né de la lassitude ou de l'isolement, renforcé par les incidences souvent tragiques de la guerre, le régime de famine qu'imposait l'occupant ou encore l'abandon de certains qu'on aurait pu croire de meilleure trempe, mieux avisés ou plus courageux.

En mai 1943, furent délégués, auprès du gouvernement d'Alger, Bouzanquet, Buisson et Gazier d'une part et d'autre part Croizat et Fayet, tandis qu'au *Conseil National de la Résistance* siègeront Saillant pour la C.G.T. et Tessier pour la C.F.T.C.

On sait que le gouvernement de Vichy s'affirmait volontiers «social», tout comme son associé le national-socialisme allemand, et défenseur des travailleurs, «des bons travailleurs» cela va de soi, tout comme Napoléon-3. Pétain faisait du *Premier mai* un jour férié, ce qui permettait de se solenniser lui-même puisque c'était la Saint-Philippe, il donnait audience à des artisans et à des cultivateurs, à des patrons et à des salariés, tous également bien pensants, et il célébrait en chevrotant la sainteté du travail. A partir du 7 décembre 1940, dans le journal «*L'Atelier*», quelques transfuges du socialisme et du syndicalisme comme Paul Mesnard, Georges Lafaye, Georges Dumoulin et Georges Albertini, s'efforcèrent de démontrer aux ouvriers que leur intérêt évident était de travailler pour l'Allemagne qui luttait contre le bolchevisme et de l'aider à réaliser une Europe unie dans laquelle, loin des nuées démocratiques, régnerait un socialisme à l'hitlérienne. Il va sans dire qu'ils n'en évoquaient pas tous les aspects, mais seulement quelques slogans anticapitalistes, la limitation de certains droits et bénéfices patronaux, la merveilleuse organisation d'une économie dirigée, les loisirs embellis par les réalisations de la «*Kraft durch Freude*». Évidemment le travail forcé, l'armement à outrance, la police omniprésente et omnipotente, la presse muselée et les camps de concentration étaient prudemment passés sous silence.

Pour se faire lire, «*L'Atelier*» mêlait curieusement des attaques virulentes contre le patronat incompréhensif à de vives critiques contre les postulats marxistes et les illusions démocratiques des anciens syndicats. En regard, il célébrait les mérites et les ressources infinies des masses laborieuses trop longtemps sacrifiées, il insistait sur la nécessité, pour les patrons, de renoncer à certains de leurs privilèges, de consentir des sacrifices substantiels, de permettre et faciliter une certaine promotion ouvrière, qui associerait les mieux doués à la direction et à la gestion des entreprises.

En février 43, «*L'Atelier*» publia un projet de «*Charte du Travail communautaire*», signé de Charles Dhooge, mais dû, affirmait-il, à un groupe de militants révolutionnaires. Nous en donnons les points principaux:

«*Le socialisme communautaire doit assurer: 1- le droit à la vie de chaque individu, 2- le droit au travail pour tous, 3- une production sans cesse accrue, 4- une répartition intégrale du revenu national, 5- une*

(530) L'accord fut signé: pour la C.G.T. par Bothereau et Saillant (Jouhaux étant emprisonné), pour les communistes par Raynaud et Tollet.

société sans classe et la disparition de la condition prolétarienne, 6- un ordre juste, une vie saine, libre et heureuse».

Généralités peu compromettantes, aimables banalités qui n'intéressaient personne, les salariés ne liaient guère «*L'Atelier*» et ils n'accordaient à son équipe qu'une confiance fort limitée et une estime moindre encore. Ils se défiaient du maréchal, de sa doctrine, de son entourage, de tous ceux qui se recommandaient de lui, ils n'avaient pas confiance non plus dans les transfuges et ils ne croyaient pas à la bonne volonté des classes dirigeantes de l'économie dont ils avaient, à maintes reprises, éprouvé l'incompréhension et dont certains éléments, parmi les plus représentatifs, proclamaient sans vergogne leur désir de revanche et leur intention de mater les ouvriers. En outre, le nouveau personnel administratif et politique, si sévère dans sa condamnation des équipes de la *Troisième république*, ne se montrait guère supérieur à elles par ses qualités intellectuelles et morales, par sa compétence et son esprit de décision. Trop de militaires ou de laissés pour compte du Parlement au premier plan, trop d'ecclésiastiques et de représentants de la haute finance dans la coulisse, ce bloc enfariné ne disait rien qui vaille à des ouvriers, qui y retrouvaient leurs adversaires de toujours.

Si les préoccupations syndicales semblaient absentes dans la lutte contre Pétain et l'occupant, elles demeuraient cependant présentes dans tous les esprits. Le régime Vichy avait supprimé la République, il était sûr qu'on la rétablirait, mais on pensait bien que la nouvelle serait supérieure à l'ancienne et qu'elle tiendrait à honneur de réaliser un vaste programme social qui consoliderait et compléterait les réformes de 1936 en donnant aux masses populaires des satisfactions trop longtemps différées. A la république bourgeoise trop souvent dirigée par les puissances d'argent et à leur profit, devrait succéder une république plus accueillante aux travailleurs, plus soucieuse de leur bien-être et de leur élévation intellectuelle et morale.

Dès décembre 1943, la C.G.T. reconstituée avait appelé tous ses adhérents et tous les salariés à l'action en rappelant l'importance essentielle de la grève, à laquelle elle n'entendait pas renoncer et dont l'objectif maintenant devenait double: améliorer les conditions de vie des travailleurs et paralyser l'effort économique de l'occupant et partant son effort de guerre:

«En combattant, la classe ouvrière ne se coupe pas de la nation, au contraire. Revendiquer un salaire meilleur est un devoir national. C'est sauvegarder les familles françaises. La cessation collective de travail, à ce moment-là, devient une action sociale, patriotique, devant être soutenue par tous ceux qui pensent à la pérennité de la race française, et à la sauvegarde de sa population ouvrière.

Pour les mêmes raisons, il faut résister à la déportation, soutenir les réfractaires qui sont à la pointe du combat patriotique, saboter la Charte du Travail de Vichy, muselière fasciste que l'on passe à la classe ouvrière française, préparer l'épuration du mouvement syndical, saboter la production de guerre nazie, participer à la lutte armée contre l'envahisseur en soutenant les milices patriotiques, véritable fondement populaire de l'armée de la libération, constituer les comités d'entreprises de la Libération agissant en accord avec le Conseil National de la Résistance et ses comités départementaux».

Et le programme d'action du C.N.R., affirmant son accord avec les organisations syndicales résistantes, tout pénétré de l'ancien plan de la C.G.T. de 1934, réclamait sur le plan économique: l'institution d'une véritable démocratie économique et sociale, une organisation rationnelle de l'économie, l'intensification de la production nationale, le retour à la nation des grands moyens de production monopolisés, le développement et le soutien des coopératives de production et de consommation, le droit d'accès dans les entreprises, pour les ouvriers possédant les qualifications nécessaires, aux fonctions de direction et d'administration, la participation des travailleurs à la direction de l'économie. Sur le plan social, on retrouvait également les vieilles revendications syndicalistes si longtemps écartées ou ridiculisées, ignorées ou ajournées: le droit au travail et à un repos suffisant, la sécurité dans l'usine et dans l'emploi, un rajustement des salaires et la garantie d'un niveau de rétribution décent, assurant au travailleur et à sa famille une vie digne et pleinement humaine, la garantie du pouvoir d'achat par la stabilisation de la monnaie, la reconstitution d'un syndicalisme indépendant, ayant de larges pouvoirs dans l'organisation de la vie économique et sociale, un plan complet de sécurité sociale, le contrôle de l'embauche et des licenciements, le rétablissement des délégués d'atelier, l'élévation du niveau de vie des travailleurs de la terre qui devraient bénéficier d'une législation sociale analogue à celle des ouvriers de l'industrie, une retraite décente pour les vieux travailleurs.

On se tromperait pourtant en supposant que des effectifs considérables ont rejoint les organisations actives de résistance. Réseaux et maquis ne comportèrent jusqu'à la fin que des groupes limités, et les ralliements massifs et tumultueux d'août et septembre 44 ne doivent pas faire illusion. Une fois encore il s'agissait de «*minorités agissantes*», mais il est certain que la plupart des travailleurs se trouvaient en parfait accord d'idées et de sentiments avec les résistants engagés, que spontanément ils avaient dit «*non*» à

Pétain comme à Hitler, à Laval comme à Darlan, à Déat comme à Doriot, et qu'ils ne marchandèrent pas leur concours quand ils en avaient l'occasion. Démocrates par nature et patriotes d'instinct, parfois sans s'en douter, les ouvriers se refusaient au national-socialisme, même accommodé à la sauce de ses imitateurs français, ils étaient pour la Libération nationale et pour le rétablissement de la République qu'ils voulaient seulement plus sociale et plus généreuse. C'est bien leur adhésion massive qui orienta le *Comité français* de Londres et plus tard le *Gouvernement provisoire d'Alger* vers des mesures en faveur des travailleurs.

Dès le 27 juillet 1944, une ordonnance d'Alger abrogeait la *Charte du Travail*, dont aucun syndiqué n'avait accepté les principes d'obligation et d'unicité, ni le caractère paternaliste, et rétablissait, avec la liberté syndicale, tous les syndicats, unions et fédérations professionnels existant au 3 septembre 1939.

Le 27 août, le *Bureau confédéral* pouvait se réinstaller dans les locaux de la rue Lafayette, affectés pendant l'occupation au *Comité Ouvrier de Secours Immédiat* (C.O.S.I.), organisme que présidait Paul Mesnard et qui, sous le prétexte de venir en aide aux victimes des bombardements alliés, était une machine de guerre au service des Nazis et une profitable prébende pour quelques-uns.

Mais il ne suffisait pas de déclarer: «*La C.G.T. reparaît, la vie syndicale continue*» pour faire disparaître toutes les difficultés et résoudre tous les problèmes. Des divisions s'étaient produites dans le monde syndical, comme dans les partis et les organisations de toute nature, et des mises au point étaient nécessaires. Il fallait déterminer la place des éléments communistes dans la Centrale reconstituée, il fallait aussi régler le sort de ceux qui, mal inspirés, mal conseillés, ou le plus souvent mal informés, avaient plus ou moins accepté une certaine collaboration avec les ministres du Travail de Vichy et avaient défendu la *Charte du Travail*.

Reconnaissons-le, aucune de ces deux importantes et irritantes questions ne fut parfaitement résolue, on s'en tint le plus souvent à des mesures hâtives, improvisées, dans l'atmosphère fiévreuse et exaltante, mais passionnée de la *Libération*, mesures qui n'étaient souvent que des expédients. Des erreurs furent commises, hélas! trop nombreuses, qui devaient peser lourdement sur les destinées ultérieures du syndicalisme français. Il est facile, après quinze ou vingt ans, de dire que l'on aurait pu mieux faire, montrer plus de pondération et de stricte équité. Mais ceux qui raisonnent aujourd'hui, quand les années écoulées ont calmé les passions de la lutte et les ressentiments nés de certaines attitudes ou de certains propos, qui mesurent, soupèsent, évaluent et réclament, avec les garanties d'une stricte justice le respect méticuleux des formes, devraient essayer de se souvenir des circonstances et du climat dans lesquels furent prises des mesures, peut-être insuffisamment justifiées, ou inopportunes ou trop rigoureuses, mais qui paraissaient alors, même à des esprits de bonne foi et soucieux de justice, des mesures salutaires et indispensables.

Il était impossible, en 1944 et 45, de faire cohabiter et fraterniser ceux qui avaient dit «*Non*» à Vichy, et ceux qui avaient dit «*Oui*», trop de souffrances et trop de morts les séparaient, et quoi qu'on en ait pu dire depuis, dans le mouvement syndical les vainqueurs se montrèrent dans l'ensemble assez indulgents. S'ils rejetèrent de leurs rangs, et surtout de leurs équipes de responsables, certains militants compromis ou d'attitude peu nette, c'est qu'il eût été difficile de faire autrement devant des passions déchaînées, dans des milieux hyper-émotifs et parce que ces militants paraissaient d'autant plus coupables dans leur défection, que le monde du travail leur avait largement fait confiance dans le passé et les avait parfois placés très haut dans son estime et son admiration. Les syndiqués de la base comprenaient mal que ceux qui leur avaient prêché, avec quelle émotion et quelle éloquence, le refus de parvenir, le souci de la dignité humaine, l'esprit critique, la liberté de pensée, la tolérance compréhensive et la solidarité, aient été si prompts à se rallier à un régime de servilité et d'abaissement, à un régime de discriminations imbéciles, de persécutions raciales et de doctrines totalitaires, à un régime à la fois paternaliste et autoritaire, qui manifestement considérait la classe ouvrière comme un élément suspect à tenir en étroite surveillance et dépendance, quitte à lui accorder, de temps en temps, quelques menues faveurs matérielles et quelques hommages oratoires.

Au reste, les deux questions, politique et sociale, étaient alors étroitement liées, et les concessions faites aux communistes, dans l'euphorie d'une réconciliation que l'on croyait durable et sincère, rendaient plus difficile et plus compliquée la solution du problème de ceux qu'on appelait, parfois abusivement, les «*collaborateurs*». En effet, les communistes et leurs amis ne manquèrent pas de tirer profit au maximum de la part importante qu'ils avaient prise et du rôle qu'ils avaient joué dans la *Résistance*, part et rôle importants certes, mais quelque peu tardifs et nullement prépondérants malgré leurs déclarations à effet et leurs statistiques appropriées aux besoins de leur cause. Ils bénéficièrent pleinement du prestige de l'armée russe victorieuse, d'une organisation en pleine force, de moyens de propagande multiples, et comme toujours, de

l'admirable dynamisme de leurs militants de base, de leur sens du devoir à l'égard du parti, de leur esprit de discipline et de sacrifice. Avec intelligence et ténacité, ils diffusèrent des mots d'ordre qui firent impression, ils étaient: «*le parti des résistants*», «*le parti des fusillés*», et dans l'ignorance où l'on était alors du véritable aspect de la *Résistance* et de la guerre clandestine, beaucoup de travailleurs mal informés s'y laissèrent prendre et rallièrent un parti qui leur apparaissait à la fois comme le parti patriote par excellence et le meilleur défenseur de la classe ouvrière; néophytes enthousiastes, ils adoptèrent facilement les mots d'ordre qui leur étaient présentés et dont ils faisaient articles de foi.

D'ailleurs, il y avait maintenant plaisir et profit à sa rapprocher des équipes victorieuses. Le parti est puissant et bien en cour, des communistes sont ministres, d'autres sont députés ou détiennent des mairies ou des postes administratifs importants, et leur consigne est de calmer les inquiétudes et de rassurer. Toutes leurs entreprises sont camouflées sous l'étiquette «*patriote*» ou «*national*» ou «*français*», et beaucoup de leurs anciens adversaires les jugent désormais assagis, devenus parti de gouvernement, et pensent qu'ils vont renoncer à leurs pratiques totalitaires et en particulier à leur vieille tactique d'utiliser les masses syndicales pour le seul profit de l'U.R.S.S. tel que l'envisageait Staline.

C'était mal les connaître. Ils n'avaient renoncé à rien, mais mettaient simplement une sourdine à certaines de leurs revendications. Une fois de plus, ils se proposaient de «*plumer la volaille sans trop la faire crier*». Et ils y réussirent sans trop de peine, grâce à leurs qualités d'activité et leur ardeur au travail, grâce aussi à des manœuvres partisans soigneusement mises au point et conduites sans scrupules. Comme en 1936-39, ils réussirent à s'installer aux bureaux de nombreuses organisations, substituant leurs hommes, à l'appartenance politique plus ou moins dissimulée, aux syndicalistes qui n'étaient et ne voulaient être que syndicalistes. Les années 44 à 46 virent donc une montée impressionnante des effectifs communistes dans les syndicats et surtout une emprise de plus en plus marquée, de plus en plus exigeante du parti sur les organisations syndicales. Sans doute, c'est l'*Assemblée générale* qui démocratiquement élisait chaque année les bureaux et les responsables, mais trop d'adhérents inconscients ou trop peu zélés ne se donnaient pas la peine d'assister aux séances ou bien y arrivaient tard et les quittaient trop tôt, et les éléments communistes ou communistes, plus assidus et magnifiquement disciplinés, représentaient souvent la majorité des présents et se débarrassaient des opposants en invoquant la grande concorde patriotique nécessaire, qui exigeait la présence d'éléments communistes partout, et présentant comme fascistes et traîtres à la cause prolétarienne, tous ceux qui mettaient en doute la valeur des réalisations sociales en U.R.S.S. ou contestaient la clairvoyance innée des masses.

Insensiblement, la direction de l'organisme confédéral passait aux mains d'éléments politisés. Le nouveau *Bureau confédéral* en août 44 se compose de: Jouhaux, secrétaire général (mais il est encore déporté en Allemagne), Bothereau, Buisson, Gazier, Neumeyer, anciens C.G.T., et de Frachon, Racamond, Reynaud, anciens C.G.T.U., et en outre de Saillant, qui a joué un rôle considérable dans la *Résistance*, que l'on considère comme représentant l'ancienne C.G.T. à laquelle il appartenait, mais qui en fait est déjà tout acquis à la tendance communiste dont il favorisera les entreprises. Rien d'étonnant si l'on décide alors la nomination d'un second secrétaire général, qui sera naturellement Benoît Frachon.

La C.G.T. réunifiée retrouvera donc en 1945 les tendances et les difficultés qu'elle avait connues en 1936-39. Il ne s'agit pas d'une véritable unité, mais de la juxtaposition de deux groupements, tous deux composés de travailleurs salariés certes, et ayant mêmes intérêts et même désir d'affranchissement, mais singulièrement divisés quant aux moyens à employer, au but immédiat à atteindre et aux limites de leur action. Une fois de plus se posait le redoutable et délicat problème des rapports du syndicalisme et de la politique, et le moins qu'on puisse dire, c'est que les syndicalistes de cette époque ne s'accordaient plus sur le principe même de l'autonomie du syndicalisme, un grand nombre d'entre eux jugeant que la *Charte d'Amiens* ne correspondait plus aux conditions du temps et n'était plus qu'un document périmé. Le dynamisme et la mauvaise foi des communistes allaient aisément l'emporter dans les épisodes quotidiens de la vie ouvrière et, aux yeux de tous les observateurs, français ou étrangers, la C.G.T. faisait de plus en plus figure d'organisation communiste, les syndicalistes autonomistes y étant en fait les prisonniers de majorités, artificielles peut-être mais statutaires.

Pourtant quelques éléments firent bonne résistance et défendirent pied à pied les positions du syndicalisme indépendant. Ils ne furent pas suivis, et souvent même pas compris. Les communistes et leurs amis se montraient au début sous un aspect si bénin, si rassurant, que bien peu résistaient au plaisir de faire un bout de chemin en leur compagnie, sans bien voir où ce chemin conduisait, ni dans quelles ornières il fallait passer.

Toutefois la vitalité syndicale était incontestable en ces années qui suivirent la libération, tout au moins en ce qui concerne le recrutement, la montée des effectifs et la facilité financière. On assistait à un rassemblement de travailleurs analogue à celui de 1936, mais les nouveaux venus, comme ceux de 1936, ignoraient tout de la vie syndicale, de ses traditions, de ses tâches, de ses devoirs; ils se laissaient facilement convaincre ou manœuvrer, ou bien, pour racheter une trop longue indifférence et une abstention, dont ils avaient un peu honte, ils allaient d'instinct à ce qu'ils jugeaient les positions les plus avancées, les solutions les plus révolutionnaires. Belle masse de manœuvre pour les agitateurs communistes, qui ne manquèrent pas de l'utiliser. A l'ouvriérisme simpliste, qui avait été parfois de mode aux débuts du syndicalisme vers 1884-1900, se substitua le culte des masses et le respect des décisions qu'elles préconisaient, comme si les masses étaient, en toutes circonstances, douées de vertus singulières et de lumières surnaturelles, comme si elles avaient toujours raison, comme si elles n'étaient pas parfois, étant humaines, sujettes à l'aveuglement, à l'erreur, aux pagayes, à l'injustice, on oubliait trop facilement que si des foules prolétariennes avaient suivi Lénine et Trotsky, d'autres, également prolétariennes, avaient applaudi et acclamé Mussolini et Hitler et les avaient longtemps servis avec dévouement. Mais il était plus facile et plus profitable de louer la clairvoyance des masses et la sûreté de leur jugement, que de tenter de les éclairer et de les mettre en mesure de faire face aux responsabilités qu'elles prétendaient assumer.

Cependant dans l'euphorie des années qui suivirent l'armistice, quand les Français se retrouvaient, recommençaient à vivre et rêvaient de construire un monde plus harmonieux et plus juste, un monde plus accueillant pour les nouvelles générations, on acceptait généralement que les communistes aient large place dans une communauté nationale qui se voulait fraternelle. C'est l'époque d'ailleurs où trois grands partis: *Parti communiste*, *Parti socialiste*, *Mouvement Républicain Populaire*, siègent ensemble au gouvernement. Formule hybride qui ne tarda pas à se révéler féconde en mécontentements et de conflits, car en fait communistes, socialistes et républicains populaires, malgré certaines sympathies personnelles, ne s'entendaient ni sur la constitution, ni sur les lois sociales, ni sur les problèmes d'éducation, ni sur les répartitions budgétaires, ni sur l'assiette des impôts, ni sur le statut à donner aux pays associés, et les tiraillements des partis avaient leurs répercussions dans le monde syndical. Il avait été question, en 1945, d'unir en un seul organisme C.G.T. et C.F.T.C. mais la tentative n'aboutit pas, et il ne faut pas s'étonner du refus des chrétiens, outre leur désir de continuer leur action dans un climat plus conforme à leurs aspirations religieuses, ils prévoyaient qu'auraient pu naître, entre croyants et non-croyants, des querelles analogues à celles qui opposaient déjà ex-confédérés et ex-unitaires.

Toutefois en 1945-46 l'unité n'est pas encore sérieusement compromise, elle paraît possible et viable. Les meilleurs parmi les syndiqués pensent qu'une tolérance compréhensive mutuelle facilitera les relations et le travail en commun, que les éléments politisés mettront quelque discrétion dans leur propagande et que l'esprit démocratique continuera à régner dans les syndicats à tous les degrés de l'organisation. Pourtant les observateurs avertis ne tardèrent pas à voir que la nouvelle Confédération fonctionnait mal, que les tendances s'y opposaient à chaque instant, même quand des principes n'étaient pas en cause, qu'une lutte âpre, ouverte ou sournoise, pour la conquête des mandats, des postes de commande et du pouvoir, avait remplacé la camaraderie ouvrière de jadis, que tous les remous de la politique, et ils étaient nombreux, agitaient dangereusement la vie syndicale. Une nouvelle forme d'éloquence était à l'honneur, mais on n'avait rien gagné à remplacer dans les assemblées générales et les congrès, les flots de la sentimentalité et de l'emphase quarante-huitarde par les élucubrations fleuves qui se voulaient pénétrées d'inspiration marxiste et de dialectique matérialiste.

Au début, les masses ouvrières parurent agir avec un suffisant accord, pour obtenir quelques réajustements de salaires et une amélioration du ravitaillement, également indispensables. En septembre 1945, c'est la constitution, à l'unanimité de tous les délégués présents, de la *Fédération Syndicale Mondiale* qui va remplacer l'ancienne *Fédération Syndicale Internationale*, née en 1913, et qui la déborde largement, et qui englobe l'ancienne *Internationale Syndicale Révolutionnaire*. Cette fois, les syndicats russes sont présents, avec leurs 25 millions d'adhérents, des centrales importantes se sont reconstituées dans les pays récemment libérés des dictatures, de nombreux peuples de couleur, organisés à leur tour à mesure que leurs pays s'industrialisent, sont venus se joindre aux vieux syndicats dont l'exemple et les encouragements leur furent précieux. Et c'est encore dans l'euphorie générale et à l'unanimité, que la F.S.M. constituée choisit comme président Sir Walter Citrine, le vieux militant syndicaliste britannique, et comme secrétaire général le Français Louis Saillant, dont on assure qu'il a su gagner les sympathies et la confiance des deux tendances. En fait, l'équivoque commençait: élu comme représentant de l'indépendance des syndicats à l'égard des partis, Saillant était déjà l'homme des communistes et il facilitera grandement leur emprise sur le nouvel organisme.

Avril 1946. C'est le premier *Congrès confédéral* de la C.G.T. depuis la guerre. On va pouvoir faire le point et marquer les positions respectives des tendances en vue des actions ultérieures. L'examen fut concluant, il n'y avait pas d'erreur possible, ni d'hésitation à avoir, le communisme a connu une montée triomphante, il entend profiter de son succès et il affirme ses exigences, tandis que les syndicalistes épris d'indépendance voient diminuer leur nombre et surtout leur Influence. On les accepte encore mais dans maints syndicats on ne les écoute plus, bientôt ils ne seront plus que tolérés et à condition de garder le silence. Certes les discours à la tribune des militants les plus notables s'efforcent de maintenir une apparence d'unité et d'affirmer un accord qui n'existe plus guère, mais ce Congrès syndical avait incontestablement toute l'allure d'un congrès politique: décor approprié, slogans de propagande affichés partout, portraits des idoles du moment, disques choisis pour créer ou maintenir l'enthousiasme, applaudissements et ovations bien orchestrés pour les orateurs favorables, silence concerté et murmures de réprobation sur commande pour accueillir les indisciplinés et les mal pensants. Et dans la coulisse, astucieuses manœuvres pour capter les voix, piper les votes, écarter comme indésirables tous ceux que l'on pouvait suspecter de défendre l'autonomie syndicale et pour hisser au premier plan les dociles élèves des écoles communistes de formation politique. La plupart des délégués n'y entendirent pas malice, tout à la joie de se retrouver vivants et libres, de reprendre ensemble la défense des intérêts des travailleurs dans un congrès sur lequel planait le souvenir des nombreux morts de la Résistance, morts de toutes tendances (encore qu'on fit un sort particulier à certains, mis arbitrairement en évidence), ces militants de la base se laissèrent trop facilement manœuvrer; ils approuvèrent des rapports qui contenaient d'étonnantes affirmations et de singulières omissions, votèrent des modifications aux statuts qui consacraient la puissance du nombre et des masses, et se trouvèrent en face d'un nouveau bureau qui concrétisait la puissance du parti communiste dans une Centrale qui s'affirmait toujours officiellement apolitique, mais qui ne l'était plus guère qu'en théorie et dans les discours de propagande.

Il y a désormais deux secrétaires généraux en titre: Léon Jouhaux, qui détient ce poste depuis 1909, et Benoît Frachon. En fait, Fraction était considéré comme tel depuis 1944. Les onze secrétaires sont: Marie Couette, Pierre Le Brun, Gaston Monmousseau, Julien Racamond, Henri Raynaud et Louis Saillant qui représentent les mots d'ordre communistes, encore que Le Brun et Saillant ne perdent pas une occasion d'affirmer leur non-appartenance au parti, et Albert Bouzanquet, Robert Bothereau, Georges Delamarre et Pierre Neumeyer, qui défendent l'indépendance du syndicalisme. Ces derniers sont incontestablement en minorité et seront vite réduits à l'impuissance, obligés de s'associer à des mesures, des attitudes, des déclarations qu'ils désapprouvent, et victimes de ce mythe de l'unité devant lequel les travailleurs, tous les travailleurs, s'inclinent avec respect mais que les communistes et leurs alliés exploitent alors sans vergogne.

Pierre Monatte, analysant les résultats de ce congrès, pouvait écrire, non sans amertume:

«Désormais la C.G.T. n'est plus qu'une annexe du parti communiste. La voici définitivement colonisée. Enterrée la Charte d'Amiens! Mort le syndicalisme révolutionnaire! Le jour où la C.G.T. a six millions d'adhérents, est-il possible qu'elle renonce à toutes les espérances de sa jeunesse?» (531).

En fait, malgré l'apparente unité, il y a, dans presque chaque syndicat, un âpre conflit de tendances. Cela serait normal et pourrait même constituer un élément de féconde activité, si les oppositions étaient franches et loyales, si les thèses en présence, d'ailleurs parfaitement légitimes, étaient honnêtement défendues, si le souci des intérêts des travailleurs demeurait l'objectif essentiel, mais tout cela n'existait plus guère. Des oppositions de principes dissimulaient à peine des querelles de personnes, parfois assez sordides, des manœuvres tortueuses et des fraudes faussaient le jeu de la démocratie syndicale, et tandis que les dirigeants au sommet conservaient une certaine tenue, une correction apparente et affirmaient publiquement leur complet accord, dans les syndicats, les unions, les fédérations, même sur les lieux de travail s'établissaient calomnie, mouchardage, provocations, bientôt suivis par une brutale intolérance, l'impossibilité pour les opposants de se faire entendre, la tyrannie du coup de gueule et du coup de poing. Les revendications ouvrières s'en trouvaient dénaturées et se perdaient dans une agitation politique, sans cesse renaissante, où l'on réclamait pêle-mêle des augmentations de salaires pour les ouvriers et des mesures protectrices pour les paysans, l'augmentation du prix du blé et la diminution de celui du pain, des crédits accrus pour les divers postes du budget, des milliards d'investissements et en même temps la diminution des impôts et de substantielles économies, le tout accompagné de motions frénétiques de politique extérieure pour ou contre Tito, pour ou contre Markos suivant la date et la nature de leurs relations avec l'U.R.S.S. et le degré de faveur que leur accordait Staline, contre Franco, pour la Chine communiste, pour les populations asservies de l'Inde, de la Malaisie, de l'Indonésie, de l'Indochine et d'ailleurs de tous les territoires de l'Union française.

Entendons bien que les salariés ont, comme tous les autres citoyens, le droit et même le devoir d'avoir (531) P. Monatte, «Où va la C.G.T. ?», Paris, 1946, p.4.

leur opinion sur les problèmes de l'heure et nous ne prétendons nullement que les dirigeants de la *Quatrième République* aient toujours été à la hauteur de leurs tâches ou qu'ils aient toujours présenté des solutions auxquelles nous pouvions donner notre accord, mais beaucoup de ces questions dépassaient le cadre et les possibilités de l'organisation syndicale. A pratiquer cette agitation et à prendre position sur tous ces problèmes, même quand il en était mal informé, le syndicalisme perdait sa véritable physionomie, son sens des réalités concrètes et surtout il négligeait ce qui était son domaine propre. Dans le tumulte et l'invective, les assemblées syndicales, où l'assistance était souvent fort réduite, votaient des textes amphigouriques, contredits parfois, peu de semaines après, par d'autres votes et d'autres textes. La C.G.T., qui avait été un magnifique organisme d'éducation et de combat, devenait une pétaudière dans laquelle des agitateurs professionnels placés aux postes de responsables se donnaient libre carrière en obéissant à des mots d'ordre venus de loin. L'aisance de la trésorerie avait permis de multiplier les postes de permanents et beaucoup de ceux-ci n'étaient en fait que les propagandistes d'un parti, peu désireux de faire place à un syndicalisme indépendant.

Les espérances qu'on avait pu avoir au moment des accords du Perreux, la réconciliation dans la Résistance, le grand élan de fraternité de la Libération, tout cela disparaissait dans une politique chaque jour plus étroitement partisane, avec des critiques mesquines, des conflits de personnes, des jalousies exacerbées, des procédés de jésuites et des attitudes de tartufes qui écœuraient et décourageaient les véritables syndicalistes.

Et Robert Bothereau pourra dénoncer dans le journal *«Force Ouvrière»* la volonté d'emprise du parti communiste. Il le fera avec mélancolie:

«Cette volonté s'est exercée constamment, inlassablement et non sans succès depuis la Libération.

Ceux qui ont suivi de près la vie confédérale savent qu'elle a été constamment menée par les éléments communistes pour conquérir les leviers de commande de la C.G.T.

La Confédération a été la proie d'une manœuvre d'investissement savamment et patiemment conduite. Qui n'était pas un adhérent du parti n'était pas un bon militant. Tout était mis en œuvre pour le faire partir et prendre sa place. Et c'est ainsi, sans que parfois les syndiqués s'en rendent compte, que la C.G.T. est largement tombée aux mains du parti communiste. C'est ainsi qu'elle est devenue mûre pour servir les intérêts de ce parti» (532).

C'était fort bien vu, mais il n'était plus guère possible de réagir. Quelques avertissements avaient bien été lancés par des militants clairvoyants, mais on n'avait pas voulu les écouter, on s'était borné à les accuser de pessimisme ou les traiter de diviseurs, et les communistes avaient habilement travaillé à les déconsidérer. Ce fut le cas notamment pour Pierre Monatte, poursuivi d'une rancune inexpiable depuis qu'il avait quitté le parti auquel il avait appartenu à la belle époque, quand les Soviets étaient encore une réalité, mais qu'il avait dû abandonner en 1924.

Pourtant Monatte avait de bonnes raisons pour rappeler ce que devaient être l'indépendance et le véritable objet du syndicalisme, suivant l'esprit de ceux qui les avaient proclamés au *Congrès d'Amiens* de 1906. Ce rappel aurait pu fournir d'utiles sujets de méditation aux dirigeants syndicaux comme aux militants de la base en ces années 46-47, mais ils préférèrent l'ignorer. Retenons-en quelques lignes:

«Les syndicalistes de 1906 pensaient qu'une révolution politique peut se produire sans changer la condition ouvrière, sans que le sort des travailleurs soit amélioré, sans qu'il y ait libération, émancipation, de la classe ouvrière...

Les syndicalistes de 1906 ne faisaient que reprendre ce que le chant de l'Internationale avait dit avant eux: "Ni Dieu, ni César, ni tribun! Producteurs, sauvons-nous nous-mêmes" et ce qu'avait proclamé la Première Internationale: "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes".

Quand elle met le syndicat au-dessus des partis et des sectes et qu'elle le désigne comme le groupement essentiel, la Charte d'Amiens entend dire que l'intérêt ouvrier doit être affirmé d'abord, qu'il ne faut pas permettre que la classe ouvrière soit roulée. Pour cela, pas d'autre moyen que de donner à l'organisation ouvrière réelle, le rôle principal, le rôle essentiel. Syndicat d'abord! Les partis, les sectes, après!» (533).

Mais les temps et les idées étaient autres. La C.G.T. de 1947 n'était plus la maison accueillante et fraternelle, où les travailleurs de tous métiers, malgré leurs différences d'opinions et de tempérament, se

(532) Voir R. Bothereau, *«Le drame confédéral. C.G.T.-F.O.»*, 1947.

(533) P. Monatte, *«Où va la C.G.T.?»*, Paris, 1946, p.21.

rencontraient pour discuter en commun de leurs intérêts et de leurs problèmes, où s'élaboraient une doctrine du travail, où se précisait les revendications d'une organisation ouvrière désormais adulte, prenant conscience de sa force et de son rôle dans l'économie, elle était devenue une annexe des assemblées politiques, dans laquelle un parti dynamique, discipliné et sans scrupules prétendait imposer sa loi et conduire les masses salariées à l'émancipation et au pouvoir en leur présentant comme idéal un régime dictatorial dans lequel les travailleurs sont en fait soumis à la dure autorité d'une caste bureaucratique proliférante et d'une police nombreuse et perfectionnée.

La scission qui existait dans les esprits devait passer dans les faits. Dès mai 46, au lendemain du Congrès confédéral, de ce Congrès aux allures triomphales mais révélateur de profondes mécontentes, d'excellents syndicalistes, des militants qui avaient fait leurs preuves, désespérant d'un redressement syndical, quittèrent la vieille organisation qui avait symbolisé tant d'espérances et suscité tant de dévouements pour créer la *Confédération Nationale du Travail* (C.N.T.) qui se proposait de faire revivre la vieille tradition d'autonomie et la pensée des anciens anarcho-syndicalistes. On peut différer d'opinion sur la valeur de cette orientation et l'opportunité de certaines thèses, mais ces militants n'avaient pas tort de vouloir faire revivre un syndicalisme détaché de la politique, formulant lui-même sa doctrine et déterminant seul son action. Encore que les adhérents de ce nouveau groupement n'aient jamais été très nombreux, peut-être quelques dizaines de milliers, ils constituent un élément précieux pour la pensée et l'action syndicales, un centre de recherches, un gardien de traditions toujours valables.

D'autres militants, peut-être plus patients ou plus attachés à l'idée de l'unité syndicale, se refusèrent à abandonner la C.G.T. dans l'espoir de pouvoir la redresser de l'intérieur, ils avaient le dessein d'amener les communistes à plus de compréhension et de tolérance, ils comptaient sur le bon sens des adhérents de la base pour dégonfler rapidement les vessies de la propagande stalinienne, et pendant près de deux années, isolément, chacun dans son entreprise ou dans son syndicat, ou associés dans des groupes «*Force Ouvrière*», ils s'efforcèrent de faire revivre le vieil esprit syndicaliste français, soucieux de franche camaraderie, de tolérance compréhensive, de libre discussion et de respect de la personnalité humaine.

Reconnaissons qu'ils n'y réussirent pas, qu'ils ne purent ou ne surent triompher de la conviction aveugle ou réfléchie de leurs adversaires, ni de l'esprit moutonnier et de l'apathie de beaucoup de leurs camarades. Contre eux des équipes d'aboyeurs déversèrent des calomnies sans nombre, on leur prodigua les épithètes de «*diviseurs de la classe ouvrière*», de «*déviotionnistes*», de «*social-traîtres*», de «*néofascistes*», de «*valets du capital*» et autres menues gentilleses, et beaucoup finirent par se décourager. Une première conférence des syndicalistes «*Force Ouvrière*», les 7 et 8 novembre 47, montra combien les militants de base étaient écoeurés par ces attaques sans bonne foi, combien leur vie et leur action quotidiennes étaient rendues difficiles, parfois impossibles et périlleuses, dans les entreprises. Aussi, après la grève des Mineurs en novembre-décembre 47, grève malencontreuse et désastreuse, ce furent ces militants de base, ulcérés et exaspérés, qui imposèrent une scission devenue inévitable et rejetèrent toute temporisation.

Ce n'est pas avec joie, ni d'un cœur léger qu'ils s'y décidèrent et ce n'est pas sans regrets qu'ils quittèrent la vieille organisation, qui depuis cinquante ans symbolisait les espérances ouvrières françaises et qui leur avait coûté tant de travaux, tant de soucis, tant de sacrifices. Une nouvelle scission! la troisième en moins de trente années, et toujours provoquée par l'abusives intervention d'éléments politiques dans la vie syndicale, cela est de nature à ouvrir les yeux aux moins clairvoyants et à faire réfléchir les moins observateurs, mais ce fut pourtant insuffisant pour convaincre ceux qui placent avant tout l'action politique pour la conquête du pouvoir et acceptent de lui subordonner l'organisation et la vie syndicales. Une fois de plus s'était posé le complexe problème des relations entre l'économique et le politique, de la place respective à accorder au syndicat et au parti, et faute d'avoir trouvé une solution acceptable pour tous, le bloc des travailleurs allait se trouver divisé et affaibli en face d'un patronat qui, après les inquiétudes de la Libération, entendait reprendre toute sa puissance et toute son autorité, et qui avait su se donner une organisation efficace.

On peut dire que la nouvelle centrale «*C.G.T.-Force Ouvrière*» est née en fait le 19 décembre 1947 quand, sous la pression de la base, Jouhaux, Bothereau, Bouzanquet, Delamarre et Neumeyer remirent leur démission à Frachon, mais le Congrès constitutif est d'avril 1948. La nouvelle Confédération se réclamait de la *Charte d'Amiens* et proclamait avec force la nécessaire indépendance du syndicalisme à l'égard de tous les partis politiques, indépendance ne signifiant d'ailleurs ni ignorance, ni hostilité systématique; elle demandait en outre un climat de liberté dans les syndicats et une réelle démocratisation de l'économie. A la centrale communiste qui proclamait triomphante: «*La C.G.T. continue*», Bothereau pouvait répondre avec raison: «*Nous continuons la C.G.T.*». L'appel suivant fut adressé au monde du travail:

«La C.G.T.-F.O. est une organisation syndicale ouverte à tous les travailleurs salariés, quelles que soient leurs conceptions politiques, philosophiques ou religieuses.

Elle n'est ni communiste, ni anticomuniste... Elle réclame seulement de ce parti, comme de tous les autres, qu'il respecte l'indépendance du syndicalisme...

La C.G.T.-F.O. n'a aucune attache, ni avec le parti socialiste, ni avec le parti "américain", ni avec le gaullisme, ni avec la Troisième Force, ni avec personne d'autre...

Elle reprend la tradition de liberté et d'indépendance syndicale du syndicalisme français.

Elle la reprend en dehors de l'autre C.G.T. faute d'avoir pu la faire respecter à l'intérieur.

La C.G.T.-Force Ouvrière est la véritable continuation de la vieille C.G.T. Elle perpétue ses traditions. Elle reprend aussi son programme constructif. Elle considère que le monde ouvrier ne peut pas s'isoler dans la nation. Le syndicalisme doit exercer son influence partout où sont en cause les intérêts ouvriers, il doit prendre toutes ses responsabilités».

On pourra dire qu'il n'y a rien de bien neuf dans cet appel, qu'il se borne à rappeler les positions traditionnelles du syndicalisme français, mais il prenait une importance et une signification particulières à une époque où, grâce à l'emprise communiste, le mouvement syndical prenait figure de simple annexe d'un parti. La rupture avait été nécessaire pour éviter la désagrégation complète des forces syndicales ou empêcher leur domestication, mais elle ne se fit pas sans entraîner de douloureuses conséquences qui ne sont pas encore toutes disparues.

Les salariés français ont assez généralement le goût, même la mystique de l'unité. Le pluralisme syndical n'a jamais été considéré chez nous comme la solution la meilleure, sauf peut-être pour certains syndiqués chrétiens, mais seulement comme un moindre mal, pour permettre aux différentes familles de pensée ouvrières, de vivre et de travailler avec un minimum d'efficacité et pour les débarrasser de ces querelles intestines qui aigrissent les esprits et paralysent les efforts. Mieux vaut un divorce, et s'il se peut, négocié à l'amiable, que ces continuelles querelles de ménage au cours desquelles injures, menaces, mensonges, calomnies et voies de fait tiennent lieu d'arguments.

Quoi qu'il en soit, depuis 47 et à l'heure à laquelle nous écrivons, nous nous trouvons en présence de trois centrales fortement constituées, qui groupent des effectifs nombreux et ont obtenu des pouvoirs publics le statut d'organisations représentatives. Toutes trois déclarent lutter pour conquérir de meilleures conditions de travail et de vie, pour obtenir un relèvement de la condition ouvrière et en même temps une participation effective des travailleurs à la gestion de l'entreprise. Toutefois elles se heurtent et se combattent souvent, à la fois sur les lieux de travail et dans les organisations officielles où elles sont légalement représentées. Oppositions de tendances et de personnes qui stérilisent parfois l'action ouvrière ou tout au moins la rendent moins agissante, qui découragent les tièdes, les hésitants, les indécis, qui conduisent souvent à substituer la simple propagande à la véritable information moins séduisante et qui peuvent aboutir à l'éparpillement des forces et aux surenchères démagogiques.

L'apprenti, nouvellement entré dans la vie économique, le manœuvre, récemment venu de la campagne française ou de l'Afrique du Nord, le travailleur de base, sans grande formation technique et mal informé en matière sociale, distinguent parfois assez mal les différences entre les Confédérations qui sollicitent leur adhésion et ils se décident assez souvent un peu au hasard, par sympathie pour le camarade qui les approche, suivant l'exemple d'un ami ou d'un «pays», par crainte de certaines représailles, par lassitude ou indifférence, ou bien, comme c'est le cas le plus fréquent, ils se refusent à toute adhésion, s'éloignent de toute organisation et se désintéressent de la vie syndicale. C'est pourquoi les effectifs réunis des trois centrales représentatives sont bien loin de totaliser les six millions de syndiqués dont la seule C.G.T. pouvait s'enorgueillir en 1946. Michel Collinet, dans une étude récente, a insisté sur cet affaiblissement du syndicalisme:

«En 1947 après la gymnastique révolutionnaire imposée par le Kominform, la C.G.T. éclate. Autonomes et Force Ouvrière constituent leurs organisations, les masses se retirent purement et simplement. Dans l'industrie privée les effectifs de la C.G.T. tombent à vingt pour cent de ce qu'ils étaient un an auparavant, mais ce déchet ne profite pas à ses rivales. Bien que le syndicalisme de 1950 soit une institution officielle, entourée de toutes les garanties possibles, aucune de ces fractions rivales ne recrute à nouveau dans les masses démocratisées qui se replient sur elles-mêmes comme un gigantesque animal blessé. Prêtes hier, et peut-être demain encore, à un fanatisme militant, elles sont aujourd'hui dans leur morne passivité, une proie possible pour un régime totalitaire» (534).

(534) M. Collinet, «Masses et militants. La bureaucratie et la crise actuelle du syndicalisme français», Revue d'histoire